

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2265

12 septembre 2012

SOMMAIRE

Faustini Europe S.A.	108689	G.M. Aviation Services	108693
Finance & Médiation S.A.	108689	Golden Hawk Management S.à r.l.	108694
Fincovest S.A., SPF	108691	Goldfrapp S.à r.l.	108694
Fininco Invest S.A.	108691	Goulds Investments S.A.	108718
Finspe S.A.	108692	Green Capital S.A.	108719
Finuzzy S.A. SPF	108692	Grinder S.A.	108719
Finvestment S.A., SPF	108692	Groupe LW s.à r.l.	108693
Fipe Lux S.à r.l.	108706	GTD Invest S.à r.l.	108719
Forgital S.A.	108692	Hansteen Bremen S.à r.l.	108720
Freo Germany II Partners (SCA) SICAR	108693	H&F Fleet Lux S.à r.l.	108696
Gabster S.A.	108720	H&F Nugent Lux Holdco S.à r.l.	108696
Gaglioti S.à r.l.	108695	ILP III S.C.A., SICAR	108695
Game Design Entertainment SA	108693	Jenvrin	108694
Garage Robert Grün & Fils	108705	KD Manhattan Luxco S.à r.l.	108718
Genefin S.A.	108705	Kingfisher Topco S.à r.l.	108695
General Oriental Investments Limited ..	108694	Kuznetski Capital S.A.	108706
General Oriental (Services) Limited	108694	MGE Neumunster Siteco S.à r.l.	108692
Global Motor Holdings S.à r.l.	108689	MRC Development Company S.à r.l.	108719
Global Motor Holdings S.à r.l.	108705	NUCLEUS (Holdings) S.C.A.	108695
Global System Holding S.A.	108705	Palladium S.à r.l.	108720
Global System Holding S.A.	108718	Participations et Services Intégrés - PA.S.I. S.A.	108674
Global System Holding S.A.	108718	Wasteels Trains de Nuit	108690

Participations et Services Intégrés - P.A.S.I. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 45.583.

L'an deux mil douze, le vingt-sept juillet.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme PARTICIPATIONS ET SERVICES INTEGRES, en abrégé P.A.S.I. S.A., ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont, inscrite sous le numéro B 45.583 auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, constituée par acte du 29 octobre 1993 par-devant Me André SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, n° 10, du 11 janvier 1994, page 457. Les statuts ont été modifiés plusieurs fois, et pour la dernière fois par une assemblée générale des actionnaires par acte du même notaire en date du 29 décembre 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 695, du 6 mai 2002.

Ont été présents respectivement représentés par voie de procurations données par l'actionnariat à cet effet, toutes les actions de capital, payées et mises en circulation par la Société,

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Claude GEIBEN, maître en droit, avec adresse professionnelle à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve.

Monsieur le président désigne comme secrétaire Madame Gabriele SCHNEIDER, directrice de société, avec adresse professionnelle à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

L'assemblée élit comme scrutateurs Madame Maria SUSCA RADOGNA, et Madame Linda BROSIUS-SASSEL, les deux employées privées, avec adresse professionnelle à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve.

Le secrétaire informe le président que le quorum légal est atteint et qu'il n'a pas été nécessaire de convoquer la présente réunion, étant donné que tous les comparants ont renoncé à des convocations préalables.

Monsieur le Président expose ensuite:

I. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1.- Décision de transférer le siège social du Grand-Duché de Luxembourg vers la République Tchèque, à 120 00 Praha 2-Vinohrady, Anglická 82/26;

2.- Décision de changer la nationalité de la Société de luxembourgeoise en tchèque;

3.- Approbation de la situation des comptes de clôture au Luxembourg au 1^{er} mai 2012, qui seront à considérer en même temps comme comptes d'ouverture à Prague, République Tchèque;

4.- Modification de la devise d'expression du capital social, par changement d'Euros en Couronnes tchèques et fixation du nouveau montant du capital social, par réduction éventuelle de son montant, et annulation correspondante d'actions; fixation de la nouvelle valeur nominale des actions;

5.- Désignation de deux mandataires avec pouvoirs pour représenter la Société au Luxembourg et en République tchèque dans toutes instances et dans toutes les procédures administratives, fiscales et autres, nécessaires ou simplement utiles relativement aux formalités et actes à accomplir en relation avec le transfert du siège social;

6.- Résolution sur les démissions des administrateurs et commissaire aux comptes actuellement en fonctions, et sur leur décharge pour l'exécution de leurs missions respectives;

7.- Décision d'adopter de nouveaux statuts en conformité avec la législation sur les sociétés par actions de droit tchèque;

8.- Décider de constituer un Directoire et un Conseil de Surveillance; et nominations de leurs membres;

9.- Décision d'annuler toutes les actions actuellement émises par la Société, en vue de leur ré-émission en République Tchèque lors de l'immatriculation au registre de commerce tchèque; attribution de pouvoirs;

10.- Divers.

II. Que l'actionnaire unique représenté, ainsi que le nombre d'actions qu'il détient sont renseignés sur une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau, laquelle, après avoir été signée par les mandataires de l'actionnaire unique représenté et le bureau de l'assemblée, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

III. Qu'il est spécialement constaté que l'ensemble des 5.000 (cinq mille) actions actuellement émises dans le capital de la Société, représentant le capital de 500.000.- EUR (cinq cent mille euros) sont présentes, respectivement représentées à la présente assemblée, et qu'il a dans ces conditions pu être fait abstraction des convocations d'usage.

IV. Que la Société peut transférer de manière définitive le siège de la Société, avec changement de la nationalité, vers un autre pays, dans les formes et sous les conditions telles que prévues par la loi fondamentale sur les sociétés commerciales.

V. Que l'actionnaire unique est favorable à un transfert du siège social de la Société vers la République Tchèque, avec changement concomitant de la nationalité de la Société de luxembourgeoise en tchèque, avec adoption de statuts en conformité avec la loi sur les sociétés par actions tchèque. L'actionnaire unique accepte d'être enregistrée en tant qu'ac-

tionnaire unique de la Société auprès du registre du commerce tenu par la «Municipal Court of Prague», République tchèque après le transfert du siège social de la République tchèque.

VI. Que le transfert de siège de la Société vers la République Tchèque rendra nécessaire un remplacement du conseil d'administration actuel de la Société, et qu'il conviendra, à moins que l'assemblée générale ne veuille reporter ce point à l'ordre du jour d'une prochaine assemblée générale à tenir dans ce cas en conformité avec le droit tchèque, de procéder en même temps à la mise en place d'un nouvel organe de gestion sous forme d'un Directoire et d'un Conseil de Surveillance, chaque organe composé d'au moins trois membres, et de procéder pour chaque organe à la nomination de ses trois membres pour un terme tel que permis par la loi tchèque.

VII. Qu'au vu du projet de transfert de siège dont il sera délibéré ci-après, les administrateurs et commissaire aux comptes actuellement en fonctions ont d'ores et déjà offert leurs démissions dans le cadre de l'accomplissement du transfert du siège social, tout en remerciant l'actionnaire unique de la confiance que ce dernier a bien voulu leur témoigner, et en priant l'actionnaire unique, en cas d'acceptation de leurs démissions, de leur accorder pleine et entière décharge pour l'exécution de leurs mandats.

Que les administrateurs ont toutefois fait part de leur disponibilité de rester temporairement en fonctions jusqu'à l'enregistrement définitif de la Société en République Tchèque et nomination des nouveaux organes sociaux, si cela était jugé nécessaire.

VIII. Que la Société n'émet actuellement pas de titres obligataires ni d'autres titres conférant droit à la voix consultative ou droit de vote dans le cadre de la présente assemblée générale.

L'assemblée a alors, après avoir constaté que l'actionnaire unique a renoncé à recevoir des convocations préalables et qu'il se reconnaît parfaitement au courant de l'ordre du jour, approuvé l'exposé de Monsieur le président et, après avoir reconnu qu'elle était régulièrement constituée et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité des voix, sans abstentions et par votes séparés, chacune des résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la Société, jusqu'ici fixé à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont, vers la République Tchèque, à 120 00 Praha 2-Vinohrady, Anglická 82/26, auprès de l'agent d'enregistrement (registered agent) Jan ROTTA, maître en droit, ayant son adresse professionnelle à Americká 35, Praha 2 Vinohrady, CAP 120 00. L'assemblée générale décide que par conséquent la Société sera enregistrée au Registre du commerce de Prague, tenu par la «Municipal Court of Prague».

L'assemblée générale décide que ce transfert de siège a lieu avec tous les avoirs, les actifs et les passifs de la Société, tout compris et rien excepté, sans dissolution ni liquidation préalables de la Société, qui continuera d'exister sous la nationalité tchèque.

Deuxième résolution

En conséquence du transfert de siège qui vient d'être décidé, l'assemblée générale décide de changer la nationalité de la Société et d'adopter dorénavant pour la Société la nationalité tchèque.

L'assemblée générale décide de soumettre la Société dorénavant aux lois tchèques et à l'ordonnancement juridique tchèque, et de la continuer comme société de la République Tchèque, sous la forme d'une société par actions et sous la dénomination sociale PA.S.I. Czech Republic a.s..

Troisième résolution

L'assemblée générale se réfère à la situation des comptes sociaux au 1^{er} mai 2012, telle qu'elle est soumise aux associés, et décide que cette même situation des comptes sociaux est à considérer comme comptes sociaux de clôture à Luxembourg et en même temps comme comptes d'ouverture en République Tchèque.

Une copie dudit bilan, après signature «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentaire demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles en même temps.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de modifier la devise d'expression du capital social et la changer d'Euros en Couronnes tchèques, et ce avec effet immédiat. L'assemblée décide d'opérer cette conversion du capital actuel de 500.000.- EUR (cinq cent mille euros), par application du cours moyen arrondi constaté aujourd'hui sur les marchés financiers, et comme il a été officiellement publié par la Banque Centrale Européenne, à savoir un cours de 25,31 CZK (vingt-cinq virgule trente-et-une couronnes tchèques) pour 1.- EUR (un euro).

L'assemblée décide de réduire le capital, après cette conversion, qui est de 12.655.000.- CZK (douze millions six cent cinquante-cinq mille couronnes tchèques), à concurrence d'un montant de 655.000.- CZK (six cent cinquante-cinq mille couronnes tchèques), pour fixer le capital dorénavant à 12.000.000.- CZK (douze millions couronnes tchèques).

L'assemblée générale décide de placer le montant correspondant à la réduction de capital ci-avant, soit le montant de 655.000.- CZK (six cent cinquante-cinq mille couronnes tchèques) dans une réserve libre.

L'assemblée générale décide d'annuler 4.952 (quatre mille neuf cent cinquante-deux) actions pour porter le nombre d'actions à émettre dans le nouveau capital à 48 (quarante-huit) actions, et l'assemblée générale décide de fixer la valeur nominale des 48 (quarante-huit) actions à 250.000.- CZK (deux cent cinquante mille couronnes tchèques) chacune.

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide de conférer à Monsieur Nicolas SCHAEFFER, maître en droit, demeurant professionnellement à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve, tous pouvoirs spéciaux pour représenter la Société au Grand-Duché de Luxembourg dans toutes les instances administratives, fiscales et autres, nécessaires ou utiles relativement aux formalités et actes à accomplir en relation avec le transfert du siège.

L'assemblée générale décide de conférer à Monsieur Jan ROTTA, maître en droit, demeurant professionnellement à Americká 35, Praha 2 Vinohrady, CAP 120 00, République Tchèque, tous pouvoirs spéciaux pour représenter la Société en République Tchèque pour effectuer toutes formalités devant toutes les instances administratives, fiscales et autres, comme nécessaires ou simplement utiles, relativement aux formalités et actes à accomplir en relation avec le transfert du siège, et en particulier pour procéder au dépôt et à la publication du présent acte, et des statuts présentement adoptés, entre les mains de toutes autorités compétentes.

Tous documents relatifs à la Société pour toute la période se situant avant son présent transfert de siège vers la République Tchèque, et pour toute la période pendant laquelle la Société avait son siège social et son principal établissement au Grand-Duché de Luxembourg seront conservés, pendant une période de cinq ans, et à telles fins que la loi le prévoit obligatoirement, à son ancien siège social à Luxembourg.

Sixième résolution

L'assemblée prend acte que les actuels administrateurs et commissaire ont tous offert par écrit leurs démissions dans le cadre du présent transfert de siège social, et dirigé des lettres à cet effet à la Société.

L'assemblée prend acte que dans leurs lettres l'ensemble des actuels administrateurs et commissaire ont toutefois offert de rester provisoirement et temporairement en fonctions au-delà de la date de la présente assemblée générale qui acceptera leurs démissions, dans le seul but que la Société puisse rester représentée par des organes de gestion jusqu'à la tenue d'une assemblée générale des actionnaires en conformité avec le droit tchèque à tenir en République Tchèque, si besoin en était.

L'assemblée générale décide d'accepter les démissions présentées par l'ensemble des administrateurs et le commissaire à la présente date et d'enregistrer et de faire publier leurs démissions en conformité avec les lois et règlements en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg, sous la seule réserve de la décision qui sera actée au paragraphe suivant.

L'assemblée décide encore, en se référant à la disponibilité signalée par l'ensemble des administrateurs et du commissaire, dans leurs lettres de démissions telles que présentées devant la présente assemblée, que l'ensemble des administrateurs resteront encore temporairement et provisoirement en fonctions, même après le jour de la présente assemblée, jusqu'à la tenue d'une assemblée générale extraordinaire, en conformité avec le droit tchèque sur les sociétés commerciales, si besoin en était en vertu de cette loi, en vue de l'élection du Directoire et du Conseil de Surveillance et jusqu'à l'enregistrement de ces derniers dans les registres légalement prévus à cet effet en République Tchèque. L'assemblée décide par vote spécial que, nonobstant ce mandat temporaire et provisoire qui revient ainsi encore aux administrateurs et commissaire à la suite du présent acte, il leur est présentement accordé à eux tous pleines et entières décharges, ces décharges étant accordées sans restrictions, et notamment au vu du bilan de clôture du 1^{er} mai 2012 de la Société au Grand-Duché de Luxembourg, bilan approuvé ci-avant, et ce pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

Septième résolution

L'assemblée générale décide d'adopter pour la Société la forme d'une société par actions, en conformité avec les lois et usances tchèques sur les sociétés commerciales par actions.

Afin de mettre les statuts de la Société en conformité avec les lois de la République Tchèque, l'assemblée générale décide d'adopter les statuts suivants, qui régiront dorénavant la Société:

«STANOVY

I. Obchodní firma a sídlo společnosti

1. Obchodní firma společnosti zní: PA.S.I. Czech Republic a.s.
2. Sídlo společnosti je v obci Praha.

II. Predmet podnikání

Predmetem podnikání společnosti je:

- a) výroba, obchod a služby neuvedené v přílohách 1 až 3 živnostenského zákona
- b) pronájem nemovitostí, bytu a nebytových prostor

III. Základní kapitál

1. Základní kapitál společnosti činí 12,000.000,- Kč (slovy: dvanáct milionu korun českých) a je tvořen penězitymi vklady akcionáru.

2. Emisní kurs akcií byl splacen penězitymi vklady zakladatelu tím způsobem, že každý ze zakladatelu splatil 100% svého vkladu před vznikem společnosti.

IV. Akcie

1. Akcie je cenný papír, s nímž jsou spojena práva akcionáře podílet se podle zákona a těchto stanov na řízení společnosti, jejím zisku a na likvidačním zůstatku při zániku společnosti.

2. Základní kapitál společnosti je rozdělen na 48 kusů akcií na majitele v listinné podobě, každá o jmenovité hodnotě 250.000,- Kč (slovy: dvě stě padesát tisíc korun českých). Akcie jsou nekótované. Akcie mohou být vydány jako hromadné listiny nahrazující tyto jednotlivé akcie. Společnost je povinna na žádost akcionáře tuto hromadnou listinu vymenit za jednotlivé akcie.

3. Pro účely získání akcií nebo zatímních listů společnosti může společnost poskytovat finanční asistenci. V případě poskytnutí finanční asistence je společnost povinna vytvořit zvláštní rezervní fond ve výši poskytnuté finanční asistence, a to za podmínek stanovených zákonem. Na vytvoření nebo doplnění zvláštního rezervního fondu společnost použije nerozdělený zisk nebo jiné fondy, které společnost může použít. Vytvořením zvláštního rezervního fondu není dotčena povinnost vytvořit rezervní fond dle ust. § 217 obchodního zákoníku.

V. Valná hromada

1. Valná hromada je nejvyšším orgánem společnosti a všichni akcionáři mají právo zúčastnit se jejího jednání a hlasovat na ní, požadovat vysvětlení a uplatňovat návrhy a protináměry. Valná hromada musí být svolána alespoň jednou ročně, nejpozději do 30. června bezúplatného kalendářního roku. V případě potřeby lze valnou hromadu svolat kdykoliv.

2. Valnou hromadu svolává představenstvo společnosti způsobem stanoveným obchodním zákoníkem a uveřejněním oznámení o konání valné hromady v internetovém deníku www.valnehromady.cz alespoň 30 dnů před jejím konáním. Oznámení musí obsahovat firmu a sídlo společnosti, místo, datum a hodinu konání valné hromady, označení zda se svolává radna, mimoradna nebo náhradní valná hromada a porad jednání, případně další náležitosti určené těmito stanovami nebo zákonem. Body jednání určuje představenstvo.

3. Jestliže má být na poradě jednání valné hromady změna stanov společnosti, musí oznámení o konání valné hromady charakterizovat podstatu navrhovaných změn a návrh změn stanov musí být akcionářům k nahlédnutí v sídle společnosti ve lhůtě stanovené pro oznámení o konání valné hromady.

4. Jestliže akcionář hodlá uplatnit na valné hromadě protináměry k návrhům, jejichž obsah je uveden v oznámení o konání valné hromady, je povinen doručit písemně znění svého návrhu nebo protináměry společnosti nejpozději pět pracovních dnů před dnem konání valné hromady. To neplatí, jde-li o návrhy na volbu konkrétních osob do orgánu společnosti.

5. Každý akcionář se může nechat na valné hromadě zastupovat zmocněncem na základě písemné plné moci. Ze zmocnění musí vyplývat, zda platí jen pro jednu valnou hromadu nebo pro více valných hromad v určitém časovém období a podpis zmocněitele nemusí být úředně overen. Zmocněnec předá svou plnou moc představenstvu před začátkem jednání valné hromady.

6. Valná hromada je způsobilá usnášení, jsou-li přítomni akcionáři, mající akcie, jejichž jmenovitá hodnota přesahuje 30% základního kapitálu společnosti.

7. O záležitostech, která nebyla uvedena ve zveřejněném poradě jednání valné hromady, lze rozhodnout jen za účasti a se souhlasem všech akcionářů společnosti.

8. Hlasovací právo je spojeno s akcií. Na každou akcii připadá jeden hlas. V případě, kdy zákon nebo tyto stanovы neurčí přísnější způsob, rozhoduje valná hromada většinou hlasů všech akcionářů přítomných na valné hromadě, a to včetně volby předsedajícího a zapisovatele valné hromady. Rozhodnutí o změně stanov, zvýšení a snížení základního kapitálu, o povolení představenstva ke zvýšení základního kapitálu a o zrušení společnosti s likvidací a schválení návrhu rozdělení likvidačního zůstatku musí být schválena alespoň dvěma třetinami hlasů akcionářů přítomných na valné hromadě a musí být o něm porizeno notářsky zápis.

9. Hlasování je veřejné, rovné, přímé a děje se aklamací. Valná hromada zvolí nejprve předsedu, zapisovatele, dva overovatele zápisu a osoby po prvé seřazením hlasů.

10. Do působnosti valné hromady náleží:

a) rozhodování o změně stanov, nejde-li o změnu v důsledku zvýšení základního kapitálu představenstvem podle § 210 obch. zák. nebo o změnu, ke které došlo na základě jiných právních skutečností,

b) rozhodování o zvýšení či snížení základního kapitálu nebo o povolení představenstva podle § 210 obch. zák. či o možnosti započtení penězity pohledávky vůči společnosti proti pohledávce na splacení emisního kursu,

c) rozhodnutí o vydání dluhopisu podle § 160 obch. zák.,

d) volba a odvolání členů představenstva,

e) volba a odvolání členu dozorci rady a jiných organu určených stanovami, s výjimkou členu dozorci rady volených a odvolávaných podle § 200,

f) schválení radne nebo mimoradne ucetni zaverky a konsolidovanéucetni zaverky a v zákonem stanovených případech i mezitímní ucetni zaverky, rozhodnutí o rozdělení zisku nebo jiných vlastních zdroju nebo o uhradě ztráty a stanovení tantiém,

g) rozhodování o odmenování členu představenstva a dozorci rady,

h) rozhodnutí o kótaci účastnických cenných papíru podle zvláštního právního předpisu a o jejich vyrazení z obchodování na českém nebo zahraničním regulovaném trhu,

i) rozhodnutí o zrušení společnosti s likvidací, jmenování a odvolání likvidátora, včetně určení výše jeho odmeny, schválení návrhu rozdělení likvidacního zůstatku,

j) rozhodnutí o fúzi, převodu jmění na jednoho akcionáře nebo rozdělení, popřípadě o změně právní formy,

k) schvalování smluv uvedených v § 67a obch. zák.

l) schválení jednání učiněných jménem společnosti do jejího vzniku podle § 64 obch. zák.,

m) schválení ovládací smlouvy (§ 190b obch. zák.), smlouvy o převodu zisku (§ 190a obch. zák.) a smlouvy o tichém společenství a jejich změn,

n) rozhodnutí o osobě auditora, je-li zvláštním právním předpisem stanoveno, že společnost má povinnost mít účetní závěrku ověřenou auditorem,

o) rozhodnutí o dalších otázkách, které zákon nebo stanovy zahrnují do působnosti valné hromady.

Valná hromada si nemůže vyhradit k rozhodování záležitost, které jí nesvědčí obchodní zákoník nebo stanovy.

11. O valné hromadě se vyhotovuje zápis. Zápis podepisují zapisovatel a předseda valné hromady, správnost zápisu potvrzují oba overovatelé. Náležitosti zápisu jsou dány v § 188 odst. 2 obchodního zákoníku. K zápisu se připojí návrhy a prohlášení předložena na valné hromadě k projednání a seznam přítomných na valné hromadě.

Notářský zápis se pořizuje o rozhodnutích u kterých to vyžaduje zákon (§186 odst.6 obchodního zákoníku). Zápis o valné hromadě spolu s oznámením o konání valné hromady a listina přítomných akcionářů se uchovávají v archivu společnosti po celou dobu jejího trvání.

12. Akcionář nebo akcionáři, kteří mají akcie jejichž souhrnná jmenovitá hodnota dosahuje 5% základního kapitálu, mohou požádat představenstvo o svolání mimoradne valné hromady k projednání navržených záležitostí.

13. Má-li společnost jediného akcionáře, nekoná se valná hromada a působnost valné hromady vykonává tento akcionář.

VI. Představenstvo

1. Představenstvo je statutárním orgánem společnosti jenž řídí činnost společnosti a jedná jejím jménem. Rozhoduje o všech záležitostech společnosti, pokud nejsou zákonem či těmito stanovami vyhrazeny do působnosti valné hromady nebo dozorci rady nebo jiného orgánu společnosti.

2. Členy představenstva volí a odvolává valná hromada. Představenstvo má 3 členy a volí ze svého středu předsedu představenstva. Funkční období jednotlivých členů představenstva činí 5 let. Opětovná volba členu je možná.

Představenstvo, jehož počet členů zvolených valnou hromadou neklesl pod polovinu může jmenovat náhradní členy do příštího zasedání valné hromady.

3. Představenstvo se schází podle potřeby. Jednání svolává předseda představenstva písemnou pozvánkou zaslanou prostřednictvím emailu nebo faxem. Pokud budou na zasedání představenstva přítomni všichni jeho členové, mohou se vzdát práva na radně svolání zasedání představenstva. Představenstvo je schopno se usnášet, je-li na zasedání přítomna nadpoloviční většina jeho členů.

Představenstvo rozhoduje většinou hlasů všech svých členů. Každý člen představenstva má jeden hlas. O jednání a rozhodnutích představenstva se pořizuje zápis, který podepisují předseda představenstva a zapisovatel.

Členové představenstva mohou hlasovat i pomocí prostředku sdělovací techniky mimo zasedání orgánu, pokud s tím souhlasí všichni členové představenstva. Hlasující se v tomto případě považují za přítomné. Výsledky hlasování v tomto případě musí být uvedeny v zápise z následujícího radně zasedání představenstva.

4. Představenstvo se řídí zásadami a pokyny schválenými valnou hromadou, pokud jsou v souladu s právními předpisy a těmito stanovami. Představenstvo předkládá valné hromadě návrhy dlouhodobé koncepce rozvoje společnosti a návrhy hlavních směrů hospodářské politiky společnosti a prostředků k dosažení těchto cílů.

5. Představenstvo zabezpečuje obchodní vedení, včetně radně vedení účetnictví společnosti, a předkládá valné hromadě ke schválení radnou, mimoradnou a konsolidovanou, popřípadě i mezitímní ucetní zaverku, návrh na rozdělení zisku nebo úhrady ztráty společnosti a spolu s radnou ucetní zaverkou i zprávu o podnikatelské činnosti a o stavu jejího majetku. Vykonává i další činnosti, které jsou mu vyhrazeny těmito stanovami nebo zákonem.

6. Představenstvo může zvolit reditele společnosti, přičemž rozsah působnosti reditele společnosti je dán zplnomocněním, které mu představenstvo udělí. Funkce reditele společnosti a předsedy představenstva může být spojena. Reditel společnosti řídí činnost společnosti, kdy zejména:

a) vykonává rozhodnutí představenstva a dozorci rady,

b) obstarává bezne záležitosti řízení společnosti,

- c) vykonává působnost, kterou na nej přeneslo představenstvo v jednotlivých věcech,
- d) vytváří vnitřní organizační strukturu jednotlivých článků struktury,
- e) rozhoduje o organizačních úpravách společnosti a realizuje je,
- f) rozhoduje o zaměstnaneckých záležitostech ve společnosti.

Pokud není editel společnosti jmenován vykonává tuto působnost předseda představenstva.

7. Na členy představenstva se vztahuje zákaz konkurence dle § 196 obchodního zákoníku s důsledky pro případ porušení tohoto zákazu tam uvedenými.

8. Má-li společnost jediného akcionáře, může tento akcionář rozhodnout, že představenstvo společnosti bude jednoclenné s tím, že jediný člen představenstva má v tomto případě postavení předsedy představenstva. Ustanovení uvedená v tomto článku shora se použijí primerene.

VII. Dozorci rada

1. Dozorci rada je kontrolním orgánem společnosti, který dohlíží na výkon působnosti představenstva a uskutečňování podnikatelské činnosti společnosti.

2. Dozorci radu volí a odvolává valná hromada. Dozorci rada má 3 členy a volí ze svého středu předsedu. Funkční období jednotlivých členů dozorci rady činí 5 let. První funkční období členů dozorci rady činí 1 rok od vzniku společnosti. Opotevna volba členů je možná.

Dozorci rada, jejíž počet členů zvolených valnou hromadou neklesl pod polovinu může jmenovat náhradní členy do příštího zasedání valné hromady.

3. Dozorci rada se schází podle potřeby. Jednání svolává předseda dozorci rady písemnou pozvánkou zaslou pro střednictvím e-mailu nebo faxem. Pokud budou na zasedání dozorci rady přítomni všichni její členové, mohou se vzdát práva na radně svolání zasedání dozorci rady. Dozorci rada je schopna se usnášet, je-li na zasedání přítomna nadpoloviční většina jejích členů. Dozorci rada rozhoduje většinou hlasů všech svých členů. Každý člen dozorci rady má jeden hlas. O jednání a přijatých rozhodnutích se porizuje zápis, který podepisuje předseda dozorci rady. Členové dozorci rady mohou hlasovat i pomocí prostředků sdlovací techniky mimo zasedání orgánu, pokud s tím souhlasí všichni členové dozorci rady. Hlasující se v tomto případě považují za přítomné. Výsledky hlasování v tomto případě musí být uvedeny v zápise z následujícího radněho zasedání dozorci rady.

4. Dozorci rada může svolat valnou hromadu, vyžaduje-li to zájem společnosti. Ve sporu proti představenstvu nebo jeho členům zastupuje společnost dozorci rada.

5. Členové dozorci rady jsou oprávněni nahlížet do všech dokladů a záznamů týkajících se činnosti společnosti a kontrolují, zda účetní zápisy jsou radně vedeny v souladu se skutečností a zda podnikatelská činnost společnosti se uskutečňuje v souladu s právními předpisy, těmito stanovami a pokyny valné hromady.

6. Dozorci rada přezkoumává radnou, mimoradnou a konsolidovanou, popřípadě i mezitímní účetní závěrku a návrh na rozdělení zisku nebo úhradu ztráty a předkládá své vyjádření valné hromadě.

VIII. Jednání a podepisování jménem společnosti

1. Jménem společnosti jedná představenstvo. Za představenstvo jednají a podepisují nejméně dva členové představenstva společně.

2. Podepisování za společnost se děje tak, že k vytištěné či napsané obchodní firmě společnosti připojí svůj podpis člen nebo členové představenstva oprávnění za společnost jednat a podepisovat.

IX. Rezervní fond

1. Společnost při svém vzniku nevytváří rezervní fond, je však povinna jej vytvořit z čistého zisku vykázaného v radně účetní závěrce za rok, v němž poprvé čistý zisk vytvoří, a to nejméně ve výši 20 % z čistého zisku, avšak ne více, než 10 % z hodnoty základního kapitálu. Tento fond se ročně doplňuje o 5 % z čistého zisku až do dosažení výše 20 % základního kapitálu. Takto vytvořený rezervní fond do výše 20 % základního kapitálu lze použít pouze k úhradě ztráty.

2. O použití rezervního fondu rozhoduje představenstvo v souladu se zákonem, zájmy společnosti a s koncepcí rozvoje společnosti schválenou valnou hromadou.

X. Způsob rozdělení zisku a úhrady ztrát

1. Akcionář má právo na podíl na zisku společnosti (dividendu), který valná hromada podle hospodarského výsledku schválila k rozdělení. Tento podíl se určuje poměrem jmenovité hodnoty jeho akcií k jmenovité hodnotě akcií všech akcionářů. Společnost nesmí vyplácet zálohy na podíly na zisku.

2. Podíl členů představenstva a členů dozorci rady na zisku (tantiému) může stanovit valná hromada ze zisku schváleného k rozdělení.

3. Dividenda a tantiéma je splatná do tří měsíců ode dne, kdy bylo přijato usnesení valné hromady o rozdělení zisku.

4. Částka určená k vyplacení jako podíl na zisku nesmí být vyšší, než je hospodarský výsledek účetního období vykázaný v účetní závěrce snižený o povinný přídel do rezervního fondu a o neuhrazené ztráty minulých let a zvýšený o nerozdělený zisk minulých let.

5. O uhrade ztráty rozhoduje valná hromada.

XI. Zvýšení základního kapitálu

1. Zvýšení základního kapitálu společnosti se řídí ustanoveními § 202 až § 210 obchodního zákoníku.

2. O zvýšení základního kapitálu společnosti rozhoduje valná hromada nebo představenstvo na základě poverení valnou hromadou v souladu s obchodním zákoníkem a temito stanovami.

3. Představenstvo muze rozhodnout na základě poverení valnou hromadou o zvýšení základního kapitálu společnosti upisováním akcií nebo z vlastních zdrojů společnosti s výjimkou nerozděleného zisku, pouze 1x za období, na než bylo poverení valnou hromadou uděleno.

4. Při zvyšování základního kapitálu se postupuje podle těchto pravidel:

a) o zvýšení základního kapitálu rozhoduje na návrh představenstva valná hromada, nebo na základě poverení valnou hromadou představenstvo,

b) v oznámení o konání valné hromady se uvedou kromě náležitostí obsažených v § 184 odst. 5 obchodního zákoníku i náležitosti obsažené v § 202 odst. 2 až 4 obchodního zákoníku,

c) do 30 dnů od usnesení valné hromady podá představenstvo návrh na jeho zápis do obchodního rejstříku,

d) usnesení valné hromady o zvýšení základního kapitálu vykonává představenstvo samo nebo smluvně prostřednictvím jiné osoby,

e) představenstvo navrhne zápis nové výše základního kapitálu do obchodního rejstříku. Účinky zvýšení základního kapitálu nastávají ode dne tohoto zápisu.

5. Při každém zvýšení základního kapitálu musí být před jeho zápisem do obchodního rejstříku splaceno nejméně 50 % jmenovité hodnoty akcií upsaných peněžitými vklady, případně emisní ážio a všechny nepenezité vklady. Zbytek akcií upsaných peněžitými vklady musí být splacen nejpozději do 1 roku od zápisu zvýšení základního kapitálu do obchodního rejstříku.

6. Jestliže upisovatel nesplatí emisní kurs upsaných akcií nebo jeho splatnou část, vyzve jej představenstvo, aby ji splatil ve lhůtě 30 dnů od doručení výzvy. Při porušení povinnosti splatit emisní kurs upsaných akcií nebo jeho část zaplatí upisovatel úroky ve výši 20 % ročně.

XII. Snížení základního kapitálu

1. Snížení základního kapitálu společnosti je možné pouze na základě rozhodnutí valné hromady. Snížení základního kapitálu se řídí ustanoveními § 211 až § 216b obchodního zákoníku.

2. Snížení základního kapitálu vzetím akcií z obhu na základě losování není přípustné.

XIII. Zrušení a likvidace společnosti

1. O zrušení společnosti rozhoduje valná hromada. Pro zrušení a zánik společnosti platí ustanovení § 218 až 220 obchodního zákoníku.

2. Společnost zaniká po provedení likvidace výmazem v obchodním rejstříku. Likvidaci provádí likvidátor ustanovený rozhodnutím valné hromady, případně osoba určení rejstříkovým soudem.

XIV. Závěrečná ustanovení

1. O změně stanov rozhoduje valná hromada.

2. Návrh změny stanov zpracovává představenstvo s přihlédnutím ke kogentním ustanovením obecně závazných právních předpisů.

3. Představenstvo předloží návrh změny stanov k posouzení dozorci rady. Po projednání v dozorci radě předloží představenstvo příslušný návrh s odůvodněním valné hromadě. Po schválení valnou hromadou představenstvo zabezpečí zpracování úplného znění stanov společnosti a předloží je příslušnému rejstříkovému soudu. Změny stanov nabývají účinnosti okamžikem, kdy o nich rozhodla valná hromada, pokud z rozhodnutí valné hromady o změně stanov nebo z ust. § 173 odst. 2 obchodního zákoníku nevyplývá, že nabývají účinnosti zápisem do obchodního rejstříku.

4. O rozhodnutí o změně těchto stanov musí být pořízen notářský zápis.» (fin des statuts adoptés).

Huitième résolution

UN: L'assemblée des actionnaires décide de nommer un Directoire, conformément aux nouveaux statuts et à la loi tchèque, et elle décide de nommer aux fonctions de membres du Directoire:

NOMS:

Roberto Massa, né le 21.9.1971, Celkovicá 2182, 19016, Praha 9 Újezd nad Lesy; République Tchèque;

Václav Cernoch, né le 16.7.1984, Praha 7, Veletržní 926/10, 170 00; République Tchèque;

Giorgio Bianchini Scudellari, né le 20.01.1945, Milan, Piazza della Repubblica 25, 20124, Italie.

DEUX: L'assemblée des actionnaires décide de nommer un Conseil de Surveillance, conformément aux nouveaux statuts et à la loi tchèque, et décide de nommer aux fonctions de membres du Conseil de Surveillance:

NOMS:

Alessandro Pampuri, born on 16.06.1966, Milán, Via Puccini 3, Italie;

Lukáš Cernoch, born on 04.04.1975, Cheb, Svobody 151/33, 350 02, République Tchèque;

Lucie Fialová, born on 1.4.1986, Na Pankraci 947/24, Praha 4, 140 00, République Tchèque.

Neuvième résolution

L'assemblée générale décide d'annuler toutes les actions actuellement émises par la Société, et que lesdites actions seront ré-émises en République Tchèque à l'actionnaire unique actuel dans les mêmes proportions qu'actuellement existantes, et ce au moment de l'immatriculation de la Société dans le registre de commerce tchèque.

L'assemblée décide de conférer mandat aux membres du directoire de la Société en République Tchèque, aux fins d'émettre les nouvelles actions en République Tchèque.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'assemblée a été close.

Et sur demande expresse de toutes les parties comparantes, et en conformité avec la loi sur le notariat, j'ai fait suivre mon prédit acte par une traduction anglaise intégrale, les parties comparantes et l'assemblée me demandant d'acter qu'ils ont décidé qu'en cas de discordance, la version en langue anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Suit la traduction anglaise de l'acte qui précède

In the year two thousand and twelve, on the twenty-seventh of July.

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary, residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary meeting of the shareholders of the joint stock company PARTICIPATIONS ET SERVICES INTEGRES, en abrégé P.A.S.I. S.A., having its registered office in L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont, registered under number B 45.583 at the Registry of Commerce and Companies of Luxembourg-City, which company adopted its articles of association in its current form by a deed drawn up before Me André SCHWACHTGEN, notary residing in Luxembourg, on 29 October 1993, published at the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, nr.10 of 11 January 1994, page 457. The articles of association have been changed several times, and for the last time by a general meeting of the shareholders by a deed drawn up before the same notary on 29 December 2001, published at the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, nr. 695, of 6th May 2002.

There were present or represented all the shares of stock, issued, paid and in circulation of the company by means of Power of Attorney granted by the sole shareholder for that purpose

The meeting is opened and presided over by Mr. Claude GEIBEN, master of law, with professional address in L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve.

The chairman appoints as a secretary of the meeting Mrs. Gabriele SCHNEIDER, Director of companies, with professional address in L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

The meeting appoints as ballot judges Mrs. Maria SUSCA-RADOGNA and Mrs. Linda BROSIUS-SASSEL, both employees, with professional address in L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve.

The secretary informed the chairman that there was quorum and that it was not necessary to be convened for the meeting as all the persons present had waived their rights to be previously summoned.

The chairman states that:

I. The agenda of the present meeting is defined as:

1. Decision to transfer the registered office of the Company from the Grand Duchy of Luxembourg to Czech Republic, 120 00 Praha 2-Vinohrady, Anglicka 82/26;

2. Decision to change the nationality of the Company in order to change it from the one of Luxembourg into the one of Czech Republic, and subject the Company to the laws and the jurisdiction of the Czech Republic;

3. Decision to approve the closing accounts in Luxembourg which will at the same time be considered as the opening accounts in Czech Republic, as of 1st May 2012;

4. Translation of the currency of the Company's capital by means of conversion from Euros into Czech Korunas, and definition of the new amount of the Company's capital, including a possible reduction of its amount, and corresponding cancellation of shares; definition of the new nominal value of the shares;

5. Appointment of two holders of special mandate who enjoy the powers to represent the Company in Luxembourg and in Czech Republic as well in front of any bodies and with respect to any procedures be they administrative, fiscal, or of other nature, as may appear necessary or only useful in relation with the transfer of the registered office;

6. Acceptance of the resignations of the current directors and statutory auditor, and vote on their discharge as regards the accomplishment of their respective missions;

7. Adoption of new Articles of Association in compliance with the laws of Czech Republic on companies by shares;

8. Decision to constitute a Board of Directors and a Supervisory Board; nomination of their members;

9. Decision to cancel all shares presently issued by the Company for the purpose of their re-emission in Czech Republic during the registration in the Commercial Register; allocation of powers;

10. Miscellaneous.

II. That the sole shareholder represented, as well as the number of shares which they own are listed on an attendance list, which is certified and testified as being exact by the members of the steering board, after having been signed by the proxyholders of the represented sole shareholder, as well as by the members of the steering board, and which will remain attached to the present minutes, and which will be registered along with the proxies and the present deed.

III. That it is especially acknowledged that the entirety of the 5.000 (five thousand) shares currently issued, representing the capital of 500.000.- EUR (five hundred thousand euros) are present, respectively represented at the present general meeting, and that under such circumstances it was not necessary to serve the usual convening notices.

IV. That the Company is permitted to undergo a definite transfer of its registered office, altogether with a change of its nationality, under the forms and conditions as set forth by the fundamental law on commercial companies.

V. That the sole shareholder is favourable towards a transfer of the registered office to Czech Republic, by contemporaneous change of the nationality of the Company from the one of Luxembourg into the one of Czech Republic, by adoption of articles of association in compliance with the companies law of Czech Republic on companies limited by shares. Further the sole shareholder agrees being registered as the sole shareholder of the Company in the Commercial Register maintained by the Municipal Court of Prague, Czech Republic after the transfer of the registered office to Czech Republic.

VI. That the transfer of the registered office to Czech Republic will render necessary a change of the board of directors of the Company as currently in place, and that it appears convenient, unless the general meeting decided to postpone a decision on such issue onto the agenda of the next forthcoming meeting which will be held under the regime of Czech law, to proceed towards the appointment of a new managing body under the form of a Board of Directors and a Supervisory Board, each managing body of at least three members, and to proceed towards the appointment for each managing body of its three members for a term as permissible under Czech law.

VII. That by review of the project on the transfer of the registered office as will be deliberated on hereinafter, the current directors and statutory auditor have already presented their resignations in the context of the accomplishment of the transfer of the registered office, such persons having presented their gratitude to the sole shareholder for having entrusted them until today with the accomplishment of such functions, as they request the sole shareholder, in case of acceptance of their resignations, to grant them full and entire discharge for the accomplishment of their mandates.

That the directors and statutory auditors have nevertheless declared themselves disposed to stay temporarily in office until the final registration of the Company in Czech Republic and the appointment of new corporate organs if deemed necessary.

VIII. That the Company currently does not issue any debenture securities, and no other instruments which would confere a right to give a right to its holder for being consultet, or even a voting right during the present general meeting.

The meeting has thereupon, after it was acknowledged that all of the sole shareholder waived prior convening notices and that the sole shareholder declared to be perfectly appraised on all items on the agenda, having approved the statements of the chairman, and after having acknowledged it was regularly constituted, and after deliberation, it has passed at unanimity of the votes, without abstentions, and by separate polls, all of the following resolutions:

First resolution

The general meeting decides to transfer the registered office of the Company, which was until now affixed at L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont, to the Czech Republic, in 120 00 Praha 2-Vinohrady, Anglicka 82/26, near the registered agent Jan ROTTA, master of law, with professional address in Americka 35, Praha 2 - Vinohrady, CAP 120 00.

Consequently the general meeting decides that the Company will be registered at the Commercial Register maintained by the Municipal Court of Prague, Czech Republic.

The general meeting decides that such transfer occurs with all the values, assets and liabilities, everything included and nothing except, without prior dissolution nor liquidation, as the Company will continue to exist under the Czech nationality.

Second resolution

As a consequence of the transfer of the registered office, which has been decided, the general meeting decides to change the nationality of the Company in order that it adopt from now onwards the one of Czech Republic and subject the Company to the laws and the jurisdiction of the Czech Republic, and continue its existence as a Czech company in a legal form of a joint stock company and under the legal name P.A.S.l. Czech Republic a.s.

Third resolution

The general meeting relies on the situation of accounts as of 1st of May 2012, as it has been submitted to the sole shareholder, and decides that same situation of accounts is to be considered as the closing accounts in Luxembourg and at the same time as opening accounts in Czech Republic.

A copy of the same balance sheet, after signature *ne varietur* by the appearing parties and by the acting notary, will remain attached to the present deed in order to be registered altogether with it.

Fourth resolution

The general meeting decides to modify the currency of the Company's capital, and to change it from Euros into CZK (Czech korunas), with immediate effect. The general meeting decides to operate such conversion of the current capital of 500.000.- EUR (five hundred thousand euros), by application of the official average exchange rate as applied today on the financial markets, and as has been officially published today by the European Central Bank, and more specifically a rate of 25,31.- CZK (twenty-five comma thirty one Czech korunas) for 1.- EUR (one euro).

The meeting decides to reduce the capital, which is 12.655.000.- CZK (twelve million six hundred fifty-five thousand Czech korunas) after aforesaid conversion, by an amount of 655.000.- CZK (six hundred fifty-five thousand Czech korunas), in order to affix the capital from now onwards at 12.000.000.- CZK (twelve million Czech korunas). The general meeting decides to place the amount corresponding to such capital reduction as herebefore decided, which is 655.000.- CZK (six hundred fifty-five thousand Czech korunas) into a free reserve.

The meeting decides to annul 4.952 (four thousand nine hundred fifty-two) shares in order to bring the number of shares issued in the new capital down to 48 (forty-eight), and the general meeting decides to affix the nominal value of the 48 (forty-eight) shares at 250.000.- CZK (two hundred and fifty thousand Czech korunas) each.

Fifth resolution

The general meeting decides to grant special powers of attorney to Mr. Nicolas SCHAEFFER, master of law, with professional residence in L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve, such person to be vested with all powers in order to represent the Company in the Grand Duchy of Luxembourg in front of any bodies, whether they be administrative, fiscal or other, whether such steps be necessary or simply useful, in relation with the acts and formalities to be undertaken for implementation of the transfer of the registered office.

The general meeting appoints Mr. Jan ROTTA, master of law, with professional address in Americka 35, Praha 2 - Vinohrady, CAP 120 00, Czech Republic, such person to be vested with the broadest powers to individually represent the Company in Czech Republic, in order to effectuate in front of any administrative, fiscal or other bodies, all formalities necessary or simply useful relatively to all acts and formalities which need to be undertaken in relation to the transfer of registered office, particularly in order that they proceed towards the filing and the publication of the present deed, as well of the presently adopted articles of association, under the hands of any competent authority.

Any documents related to the Company for the period before its transfer of registered office to Czech Republic, and for the whole period during which the Company had its registered office and principal place of establishment in the Grand Duchy of Luxembourg, will be kept safe, during a period of five years, and for such purposes as the law sets forth, at the former registered office in Luxembourg.

Sixth resolution

The general meeting acknowledges that the present directors and statutory auditor have presented their resignations in writing in connexion with the present transfer of registered office, as they have served letters to the Company in this respect.

The general meeting acknowledges that in such letters the entirety of the current directors as well as the statutory auditor have nevertheless offered to stay temporarily and provisionally in office beyond the date of transfer of the present general meeting which will accept their resignations, for the purpose of guaranteeing the Company will remain represented by its managing bodies until will be kept the general meeting of shareholders in compliance with Czech laws, to be held in Czech Republic, if necessary.

The general meeting decides to accept such resignations as presented by the entirety of the directors and statutory auditor, at this present date, and to register and publish such resignations in compliance with the laws and regulations as applicable in the Grand Duchy of Luxembourg, under the sole reserve of the decision which will be passed under the following paragraph.

The general meeting moreover decides, relying on the possibility which was offered by the entirety of the directors as well as the statutory auditor, in their letters addressed to the present meeting, that the entirety of directors will temporarily and provisionally remain in office, even after the day of the present meeting, until will be held the extraordinary general meeting, in compliance with Czech laws on commercial companies, and if that was necessary under the terms of such laws, with view to the appointment of the new Board of Directors and Supervisory Board and until registration of such latter in the registers as regulated at such respect in Czech Republic. The general meeting decides by a special vote, notwithstanding the temporary and provisional mandate which is hereby granted to the directors and statutory auditor after the present deed, full and complete discharge is hereby granted, without restriction, and *inter alia* based upon the closing balance sheet of 1st of May 2012 of the Company in Luxembourg, balance sheet herebefore approved, and for the execution of their mandate until this very day.

Seventh resolution

The general meeting decides to adopt for the Company the one of a company limited by shares, in conformity with the laws and usage of the Czech laws on commercial companies by shares.

And in order to have the articles of association comply with the laws of the Czech Republic the general meeting decides to adopt the following articles, which shall henceforth govern the Company:

"ARTICLES OF ASSOCIATION

I. Business name and Registered office of the company

1. The company has the following business name: PA.S.I. Czech Republic a.s.
2. Registered office of the company is located in the municipality of Prague.

II. Subject of business activities

The company has the following subject of business activities:

- c) Production, trade and services not listed in the Appendices no. 1 and 3 of the Act on Trade Enterprise
- d) Lease of real estate, flats and non-residential premises

III. Registered capital

3. Registered capital of the company amounts to CZK 12,000,000 (in words: twelve million Czech crowns) and it is formed by monetary contributions of shareholders.

4. Issue price of shares was paid up by monetary contributions of founders in the following manner, each founder paid up 100% of his contribution prior to the establishment of the company

IV. Shares

1. Share is a security. Under the law and these articles of association, rights of a shareholder to participate in the management of the company, in the profit of the company, and in the liquidation balance in dissolution of the company are connected with the share.

2. Registered capital of the company is divided into 48 certificated registered shares, each share having the nominal value of CZK 250.000 (in words: two hundred and fifty thousand Czech crowns). Shares are not listed on a stock exchange. Shares may be issued as global share certificates; those global share certificates replace the individual shares. Upon request of the shareholder, the company is obliged to replace this global share certificate with individual shares.

3. For the purposes of obtaining shares or interim certificates of the company, the company may provide finance assistance. In the case of provision of finance assistance, the company is obliged to create special reserve fund in the amount of finance assistance provided, under the conditions stipulated by the law. The company will use undistributed profit or other funds, which the company may apply, for creation or supplementation of the company's special reserve fund. Creation of the special reserve fund will not affect the obligation to create the reserve fund under the provision of Section 217 of the Commercial Code.

V. General meeting of the company

14. The general meeting is the supreme body of the company and all shareholders have the right to attend the general meeting and to vote there, to request explanation and file proposals and counterproposals. The general meeting must be convened at least once a year, at the latest, by 30 June of a regular calendar year. If needed, the general meeting may be convened any time.

15. The general meeting is convened by the Board of Directors of the company in the manner stipulated by the Commercial Code and by the notification on holding the general meeting published in an internet journal www.valnehromady.cz at least 30 days prior to the general meeting. The notification must contain the business name of the company and the registered office of the company, place, date and time of the general meeting, a note whether ordinary, extraordinary or substitute general meeting is convened and the agenda of the general meeting, or further prerequisites determined by these articles of association or by the law. The Board of Directors specifies items of the agenda.

16. If a change of articles of association of the company is to be on the agenda of the general meeting, the notification on holding the general meeting must characterise the basis of proposed changes and draft changes of the articles of association must be made available for inspection by shareholders in the registered office of the company within the term stipulated for the notification on holding the general meeting.

17. If a shareholder intends to file counterproposals to proposals, the content of which is stated in the notification on holding the general meeting, at the general meeting, such a shareholder is obliged to deliver wording of his proposal or counterproposal in writing to the company at least five business days prior to the day on which the general meeting is held. This is not applicable if they concern proposals for election of particular persons to the bodies of the company.

18. On the basis of the power of attorney in writing, each shareholder may be represented at the general meeting by an attorney. It has to arise from the power of attorney whether it is valid only for one general meeting or for more

general meetings during certain period of time, the signature of the principal does not have to be officially verified. The attorney will hand over his power of attorney to the Board of Directors prior to the beginning of the general meeting.

19. The general meeting constitutes quorum if it is attended by shareholders with shares of nominal value exceeding 30% of the registered capital of the company.

20. A matter, which was not included in the agenda of the general meeting published, may be decided only if all shareholders of the company are present and if they all agree with such a matter.

21. The voting right is connected with the share. Each share has one vote. Unless the law or these articles of association determine more strict manner, the general meeting decides by majority of votes of the shareholder attending the general meeting, including the election of the chairman and minutes clerk of the general meeting. The decision on change of articles of association, increase and decrease of the registered capital, on authorisation of the Board of Directors to increase the registered capital and on winding up of the company with liquidation and the approval of distribution of liquidation balance must be approved at least by two thirds of votes of shareholders attending the general meeting, and a notarial record must be prepared on such a decision.

22. Voting is public, with equal weight, direct and it is performed with acclamation. First of all, the general meeting elects the chairman, minutes clerk, two persons verifying the minutes and scrutinisers of votes.

23. Powers of the general meeting include:

p) Decision-making on the change of articles of association, unless it is the change caused by the increase of the registered capital by the Board of Directors pursuant to Section 210 of the Commercial Code or the change which occurred on the basis of other legal facts;

q) Decision-making on the increase or decrease of the registered capital or on the authorisation of the Board of Directors pursuant to Section 210 of the Commercial Code on the possibility to set-off monetary claim towards the company against the claim for paying up the issue price;

r) Decision on the issue of bonds pursuant to Section 160 of the Commercial Code;

s) Election and recall of members of the Board of Directors;

t) Election and recall of members of the Supervisory Board and other bodies determined by articles of association, with the exception of members of the Supervisory Board elected and recalled pursuant to Section 200;

u) Approval of ordinary or extraordinary financial statements and consolidated financial statements and in the cases stipulated by the law even approval of interim financial statements, decision on distribution of profit or other own sources or on the payment of a loss and stipulation of percentage of annual profits;

v) Decision-making on remuneration for members of the Board of Directors and Supervisory Board;

w) Decision on listing participation securities pursuant to the special legal regulation and on their de-listing from trading on the Czech or foreign regulated market;

x) Decision on winding up the company with liquidation, appointment and recall of the liquidator, including determination of the amount of remuneration for such a liquidator, approval of the proposal for distribution of liquidation balance;

y) Decision on the merger, transfer of business assets and liabilities to one shareholder or split, or, as the case may be, on change of a legal form;

z) Approval of agreements stated in Section 67a of the Commercial Code;

aa) Approval of acts performed on behalf of the company until the moment of the establishment of the company pursuant to Section 64 of the Commercial Code;

bb) Approval of controlling agreement (Section 190b of the Commercial Code), agreement on transfer of the profit (Section 190a of the Commercial Code) and agreement on silent partnership and their changes;

cc) Decision on the person of an auditor, if it is stipulated by the special legal regulation that the company is obliged to have the financial statements verified by the auditor; and

dd) Decisions in other matters which the law or articles of association include in powers of the general meeting.

The general meeting may not reserve to make decisions in the matters which are not vested to the general meeting by the Commercial Code or by these articles of association.

24. The minutes are prepared from the general meeting. The minutes are signed by the minutes clerk and chairman of the general meeting, both persons verifying the minutes confirm accuracy of the minutes. Section 188 (2) of the Commercial Code regulates prerequisites of the minutes. Proposals and statements submitted at the general meeting for discussion and the list of persons attending the general meeting are enclosed to the minutes. Notarial record is prepared on decisions in relation to which it is required by the law (Section 186 (6) of the Commercial Code). The minutes from the general meeting, as well as the notification on holding the general meeting and the list of shareholders attending the general meeting are kept in the archive of the company for the whole period of time of duration of the company.

25. Shareholder or shareholders with shares, the nominal value of which amounts to 5% of the registered capital, may request the Board of Directors to convene the extraordinary general meeting to discuss proposed matters.

26. If the company has the sole shareholder, the general meeting is not held and such a shareholder performs powers of the general meeting.

VI. Board of Directors

9. The Board of Directors is a statutory body of the company which manages activities of the company and acts on its behalf. The Board of Directors decides on all matters of the company, unless they are reserved by the law or by these articles of association to powers of the general meeting or the supervisory board or another body of the company.

10. The general meeting elects and recalls members of the Board of Directors. The Board of Directors has 3 members and elects the chairman of the Board of Directors out of those members. Period of time in office of individual members of the Board of Directors is 5 years. Members may be re-elected..

The Board of Directors, whose number of members, who are elected by the general meeting, did not decrease below half of such number, may appoint substitute members until the next general meeting.

11. The Board of Directors meets if needed. The chairman of the Board of Directors convenes the meeting by an invitation in writing sent through e-mail or facsimile. If all members of the Board of Directors attend the meeting of the Board of Directors, they may waive the right to due convocation of the meeting of the Board of Directors. The Board of Directors constitutes quorum, if the absolute majority attends the meeting of the Board of Directors. The Board of Directors decides by majority of votes of all of its members. Each member of the Board of Directors has one vote. The minutes are prepared on the meeting and decisions of the Board of Directors; the minutes are signed by the chairman of the Board of Directors and by the minutes clerk.

Members of the Board of Directors may vote through communication means outside the meeting of the body, if all members of the Board of Directors agree with this. Persons who are voting are in such a case deemed to be present at the meeting. Results of voting in such a case must be stated in the minutes of the subsequent ordinary meeting of the Board of Directors.

12. The Board of Directors observes principles and instructions approved by the general meeting, if such principles and instructions are in compliance with legal regulations and these articles of association. The Board of Directors submits to the general meeting proposals of long-term concepts of development of the company and proposals of main areas of economic policy of the company and ways to reach such goals.

13. The Board of Directors ensures business management, including due bookkeeping of the company, and it submits to the general meeting for approval ordinary, extraordinary and consolidated or, as the case may be, even interim financial statements, proposal for distribution of the profit or payment of the loss of the company and together with ordinary financial statements even the report on entrepreneurial activities and state of its assets. The Board of Directors performs even further activities which are reserved to it by these articles of association or by the law.

14. The Board of Directors may elect the director of the company; the extent of powers of the director of the company is specified by the authorisation which is granted to him by the Board of Directors. The office of the director of the company and the chairman of the Board of Directors may be combined. The director of the company manages activities of the company, in particular he:

- g) Executes decisions of the Board of Directors and the Supervisory Board;
- h) Manages common matters related to the management of the company;
- i) Executes powers which the Board of Directors transferred to him in individual matters;
- j) Creates internal organisational structure of individual links of the structure;
- k) Decides on organisational changes of the company and implements them; and
- l) Decides on the matters of employees of the company.

Unless the director of the company is appointed, the chairman of the Board of Directors executes those powers.

15. Members of the Board of Directors are subject to prohibition of competition pursuant to Section 196 of the Commercial Code with consequences stated in this Section in the case of breach of this prohibition.

16. If the company has the sole shareholder, such a shareholder may decide that the Board of Directors of the company will have only one member, in such a case, the sole member of the Board of Directors has the position of the chairman of the Board of Directors. The provisions stated in this clause above will be adequately applied.

VII. Supervisory Board

7. The Supervisory Board is a controlling body of the company; this body supervises the execution of powers of the Board of Directors and performance of entrepreneurial activities of the company.

8. The general meeting elects and recalls the Supervisory Board. The Supervisory Board has 3 members, the chairman of the Supervisory Board is elected out of these members. The period of time of the office of individual members of the Supervisory Board is 5 years. The first period of time of the office of members of the Supervisory Board is 1 year from the moment of establishment of the company. Members may be re-elected.

The Supervisory Board, whose number of members, who are elected by the general meeting, did not decrease below half of such number, may appoint substitute members until the next general meeting.

9. The Supervisory Board meets if needed. The meeting is convened by the chairman of the Supervisory Board by an invitation in writing sent by e-mail or facsimile. If all members of the Supervisory Board are present at the meeting, they can waive their right to an ordinary convening the Supervisory Board. The Supervisory Board constitutes a quorum if the

absolute majority of their members is present at the meeting. The Supervisory Board decides by a majority of votes of all of its members. Each member of the Supervisory Board has one vote. The minutes are prepared on the negotiations and decisions adopted by the Supervisory Board; the minutes are signed by the chairman of the Supervisory Board.

Members of the Supervisory Board may vote through communication means outside the meeting of the body, if all members of the Supervisory Board agree with this. Persons who are voting are in such a case deemed to be present at the meeting. Results of voting in such a case must be stated in the minutes of the subsequent ordinary meeting of the Supervisory Board.

10. The Supervisory Board may convene the general meeting if it is in the interest of the company. In the dispute against the board or directors or its members, the company is represented by the Supervisory Board.

11. Members of the Supervisory Board are authorised to inspect all documents and records concerning activities of the company and inspect whether the bookkeeping records are duly kept in compliance with the reality and whether entrepreneurial activities of the company are in compliance with legal rules and regulations, these articles of association and instructions of the general meeting.

12. The Supervisory Board reviews ordinary, extraordinary and consolidated, or interim financial statements and the proposal for the distribution of the profit and settlement of the loss and submits its opinion to the general meeting

VIII. Acting and Signing on behalf of the company

3. The Board of Directors acts on behalf of the company. Two members of the Board of Directors act and sign on behalf of the Board of Directors.

4. Singing for the company is performed in the following manner, any of the members of the Board of Directors authorised to act and sign on behalf of the company appends his name on the imprint or business name of the company in writing.

IX. Reserve Fund

3. Upon its establishment, the company does not create a reserve fund, however, it is obliged to create such a fund from the net profit reported in the ordinary financial statements for the year in which the net profit is created for the first time, i.e. it is established in the minimum amount of 20 % of the net profit, however, not more than 10% of the value of the registered capital. This reserve fund is annually furnished with the amount of 5% of the net profit, up to the amount of 20% of the registered capital. The reserve fund established in this manner up to the amount 20% of the registered capital may be used only for the payment of loss.

4. The Board of Directors decides on the application of the reserve fund in compliance with the law, interests of the company and with the concept of the company development approved by the general meeting.

X. Manner of distribution of profit and Payment of loss

6. The shareholder is entitled to the share in the profit of the company (dividend) which profit has been approved by the general meeting for the distribution based on the economic result. Such a share is specified according to the ratio of the nominal value of his shares to the nominal value of shares of all shareholders. The company may not pay advance payments for shares in the profit.

7. Share of the members of the Board of Directors and members of the Supervisory Board in the profit (percentage of annual profits) may be stipulated by the general meeting from the profit approved for distribution.

8. The dividend and percentage of annual profits are due within three months from the day on which the resolution of the General Meeting on distribution of profit was adopted.

9. The amount specified for the payment as the share in profit cannot exceed the amount of the economic result for the accounting period reported in the financial statements reduced by a compulsory contribution to the reserve fund and by the unsettled losses of the last years and increased by the non-distributed profit of the last years.

10. The general meeting decides on the payment of loss.

XI. Increase of the registered capital

7. The increase of the registered capital of the company is governed by the provisions of Section 202 through Section 210 of the Commercial Code.

8. The general meeting or the Board of Directors decide on the increase of the registered capital of the company on the basis of authorisation by the general meeting in compliance with the Commercial Code and these articles of association.

9. On the basis of the authorisation by the general meeting, the Board of Directors can decide to increase the registered capital of the company by subscribing shares or from own sources of the company, except for undistributed profit only once during a period for which the authorisation was granted by the general meeting.

10. Upon the increase of the registered capital, the following rules are followed:

f) On the basis of a proposal of the Board of Directors, the general meeting decides on the increase of the registered capital, or the Board of Directors on the basis of authorisation of the general meeting,

g) the notification on holding a General Meeting, apart from the elements stated in Section 184 (5) of the Commercial Code, also the elements stated in Section 202 (2) through (4) of the Commercial Code will be included,

h) Within 30 days from the resolution of the General Meeting, the Board of Directors will file a proposal for its registration in the Commercial Register,

i) The resolution of the General Meeting on the increase of the registered capital will be executed by the Board of Directors or through another person on the basis of a contract,

j) The Board of Directors will propose registration of the new amount of the registered capital in the Commercial Register. The effects of the increase of the registered capital occur from the day of such registration.

11. Upon each increase of the registered capital, at least 50% of the nominal value of the shares subscribed by monetary contributions, any share premium and all non-monetary contributions must be paid up before registration in the Commercial Register. Remaining shares subscribed by monetary contributions must be paid up at the latest within 1 year from the registration of the increase of the registered capital in the Commercial Register.

12. If the subscriber fails to pay up the issue rate of subscribed shares or their outstanding part, he is called upon by the Board of Directors to pay it up within a period of 30 days from the delivery of the call. Upon a breach of the obligation to pay the issue rate of subscribed shares or its part, the subscriber shall pay interest in the amount of 20% per year

XII. Decrease of the registered capital

3. Decrease of the registered capital of the company is possible only on the basis of the decision of the general meeting. The decrease of the registered capital is governed by the provisions of Sections 211 through 216b of the Commercial Code.

4. Decrease of the registered capital by withdrawing the shares from circulation by lots is not admissible.

XIII. Winding-up and Liquidation of the company

3. The general meeting decides on winding-up of the company. Provisions of Sections 218 through 220 of the Commercial Code are applicable for the winding-up and extinction of the company.

4. The company ceases to exist after the performance of liquidation by deletion from the Commercial Register.

Liquidation is performed by a liquidator appointed by the decision of the general meeting or by a person appointed by the registration court.

XIV. Final Provisions

5. The general meeting decides on changes of articles of association.

6. Draft amendment of articles of association is prepared by the Board of Directors considering cogent provisions of the generally binding legal rules and regulations. 7. The Board of Directors submits draft amendment of articles of association to the Supervisory Board for consideration. After the relevant draft is discussed by the Supervisory Board, the Board of Directors submits the relevant draft with reasoning to the General Meeting. After it has been approved by the general meeting, the Board of Directors will ensure preparation of the complete wording of the articles of association of the company and submits it to the relevant registration court. Changes and amendments of the articles of association become effective at the moment when the general meeting decides on them, unless it follows from the decision of the general meeting on the change of articles of association or from Section 173 (2) of the Commercial Code that they become effective by the registration in the Commercial Code.

8. A notary record must be prepared on the decision on the change of these articles of association.» (the end of the adopted articles).

Eighth resolution

ONE: The General meeting decides to form a Board of Directors, in accordance with the new statutes and the Czech Law,

and the following three persons have been elected as members of the Board of Directors:

NAMES:

Roberto Massa, born on 21.9.1971, Celkovicá 2182, 19016, Praha 9 Újezd nad Lesy, Czech Republic;

Václav Cernoch, born on 16.7.1984, Praha 7, Veletržní 926/10, 170 00, Czech Republic;

Giorgio Bianchini Scudellari, born on 20.01.1945, Milan, Piazza della Repubblica 25, 20124, Italy.

TWO: The General meeting decides to form a Supervisory Board, in accordance with the new statutes and the Czech Law, and the following three persons are elected as members of the Supervisory Board, these will be:

NAMES:

Alessandro Pampuri, born on 16.06.1966, Milán, Via Puccini 3, Italy;

Lukáš Cernoch, born on 04.04.1975, Cheb, Svobody 151/33, 350 02, Czech Republic;

Lucie Fialová, born on 1.4.1986, Na Pankraci 947/24, Praha 4, 140 00, Czech Republic.

Ninth resolution

The General meeting decides to cancel all shares presently issued by the Company, and that these shares will be re-issued in the Czech Republic to the current sole shareholder in the same proportion that currently existing, and when the registration of the Company in the Czech Commercial Register.

The assembly decides to authorise and to empower the members of the Board of Directors of the Company in the Czech Republic, to issue the new shares in Czech Republic.

Nothing else remaining on the agenda and nobody anymore rising to speak, the present meeting has been closed.

And following the explicit request by all parties appearing, and in compliance with the law on notaries, I have followed-up my preceding deed by an integral translation into English, and at the request of the appearing parties and the general meeting I have acknowledged that they decided the version in English language will prevail in case of any discrepancies.

In faith of which We, the undersigned notary, set our hand and seal in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of the document.

The document having been read and translated to the persons appearing, said persons appearing signed together with Us, notary, the present original deed.

Signé: C. Geiben, G. Schneider, M. Susca Radogna, L. Brosius-Sassel et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 03 août 2012. LAC/2012/37232. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 août 2012.

Référence de publication: 2012104032/850.

(120141912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 août 2012.

Global Motor Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 131.477.

Le bilan au 31 Décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Manager

Référence de publication: 2012104406/11.

(120142502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Faustini Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 105.672.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012104370/10.

(120143019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Finance & Médiation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 2, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 69.949.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2012104376/10.

(120142536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Wasteels Trains de Nuit, Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 17.179.

L'an deux mil douze, le six août.

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange (Grand-Duché de Luxembourg).

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «WASTEELS TRAINS DE NUIT » avec siège social à L-1420 LUXEMBOURG, 5 avenue Gaston Diderich,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 17.179,

constituée suivant acte reçu par Maître André PROST, alors notaire de résidence à LUXEMBOURG, en date du 27 novembre 1979, publiée au Mémorial C numéro 23 du 4 février 1980, page 117.109.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à LUXEMBOURG, en date du 17 novembre 2009, publié au Mémorial C, numéro 2.440 du 15 décembre 2009, page 117.109.

L'assemblée est présidée par Monsieur Yves MERTZ.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Julien PONCELET.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Laurent WASTEELS.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste, une fois signée par les comparants et le notaire instrumentaire, restera ci-annexée avec la procuration pour être enregistrée avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les cinq mille (5000) actions, sans désignation de valeur nominale, représentant l'intégralité du capital social de cent vingt-trois mille neuf cent quarante-six euros soixante-seize cents (123.946,76.-€) sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont l'actionnaire unique a été préalablement informé.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Renonciation aux formalités de convocation.
2. Révocation de deux administrateurs de la prédite société, avec décharge à leur accorder pour l'accomplissement de leurs mandats.
3. Constatation de l'existence d'un actionnaire unique et nomination d'un administrateur unique à compter de ce jour pour une durée de six ans.
4. Modification du premier alinéa de l'article 10 des statuts.
5. Modification de l'article 16 des statuts.

Sur ce, l'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la société étant représentée à la présente assemblée, l'assemblée renonce aux formalités de convocation, tous les actionnaires représentés ou présents à l'assemblée se considérant comme dûment convoqués et déclarant avoir parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de révoquer à partir de ce jour de la fonction d'administrateurs:

- Monsieur Detlef XHONNEUX.
- Monsieur Olivier DIFFERDANGE,

et leur accorde pleine et entière décharge pour l'accomplissement de leurs mandats depuis leur nomination jusqu'au jour des présentes.

Troisième résolution

L'assemblée générale constate que la société n'a qu'un seul actionnaire et décide de nommer Monsieur Laurent WASTEELS, né le 16 mai 1955 à Ixelles, demeurant à Mc-98000 Monaco, 28 avenue de Grande Bretagne, dans la fonction d'administrateur unique de la société.

son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Annuelle en l'an 2017.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 10 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 10.** En cas de pluralité d'actionnaires, la société doit être administrée par trois membres au moins, actionnaires ou non.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un seul membre, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de plus d'un actionnaire.

Les opérations de la société sont surveillées par un commissaire au moins."

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 16 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 16.** Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances, en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de cet administrateur, et en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de 2 administrateurs, ou encore par la signature individuelle du préposé à la gestion journalière, dans les limites de ses pouvoirs, ou par la signature individuelle ou conjointe d'un ou de plusieurs mandataires dûment autorisés par le conseil d'administration."

Déclaration en matière de blanchiment

Les actionnaires / comparants déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires réels de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Estimation des frais

Le montant total des dépenses, frais, rémunérations et charges, de toute forme, qui seront supportés par la société en conséquence du présent acte est estimé à environ mille cinq cents euros (1.500.-€). A l'égard du notaire instrumentaire, toutes les parties comparantes et/ou signataires des présentes se reconnaissent solidairement et indivisiblement tenues du paiement des frais, dépenses et honoraires découlant des présentes.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux parties comparantes, connues du notaire par leur nom, prénom, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signés: Y. MERTZ, J. PONCELET, L. WASTEELS, K. REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 07 août 2012. Relation: EAC/2012/10621. Reçu soixante-quinze euros 75.-

Le Receveur (signé): M. HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME.

PETANGE, LE 13 août 2012.

Référence de publication: 2012104760/88.

(120142832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Fincovest S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 105, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 62.983.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012104377/9.

(120142665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Finco Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 49, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 143.163.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012104378/10.

(120142631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Finspe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 139.352.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012104379/10.

(120142422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Finuzzy S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.
R.C.S. Luxembourg B 150.023.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012104381/9.

(120142770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Finvestment S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 105, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 160.098.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012104382/9.

(120142600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Forgital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 103.925.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012104384/10.

(120142420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

MGE Neumunster Siteco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.525,00.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 140.187.

EXTRAIT

Il résulte de la décision du seul associé de la Société prise le 1^{er} février 2012:

- que Monsieur Marc Bauwens, né le 21 Avril 1947 à Sint-Gillis-Waas, Belgique et demeurant au 61 Gustaaf de Smetlaan, B-2630 Aartselaar, Belgique a démissionné de son poste de gérant de catégorie B de la Société, avec effet au 1^{er} février 2012.

- que Monsieur John Ralston, né le 12 février 1964 à Kirkwall, Royaume Uni et demeurant au 21 A Krunnergaass, L-5481, Wormeldange, Luxembourg, a été nommé en qualité de gérant de catégorie B de la Société avec effet au 1^{er} février 2012 pour une durée indéterminée.

Au terme de cette nomination, la composition du Conseil de Gérance est désormais la suivante:

- Jeremy Vickerstaff (gérant de catégorie A)
- John Sutherland (gérant de catégorie A)
- David Williams (gérant de catégorie A)

- Gary Bond (gérant de catégorie B)
- John Ralston (gérant de catégorie B)

L'associé unique confère tous pouvoirs aux dirigeants de la Société, au secrétaire général de la Société, à l'agent administratif de la Société à l'effet d'entreprendre toute action, de signer tout document et d'effectuer toutes les formalités requises par la loi pour mettre en oeuvre la présente décision.

Fait au Luxembourg, le 13 Août 2012.

Référence de publication: 2012104541/26.

(120142823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Freo Germany II Partners (SCA) SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 123.906.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour FREO GERMANY II PARTNERS (SCA) SICAR

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012104387/12.

(120142902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Groupe LW s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4556 Differdange, 15, rue du Chemin de Fer.

R.C.S. Luxembourg B 147.940.

Assemblée générale ordinaire du 27/07/2012

L'assemblée générale décide à l'unanimité la nomination de Mr WALCH Marc, demeurant 13, rue de l'industrie F-67170 Brumath né le 26/11/1956 à Sarrebourg en France au poste de co-gérant.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Fait à Differdange, le 27.07.2012.

Mr Walch Jean / Mr Walch Marc / Mr Libeiro Antoine.

Référence de publication: 2012104399/13.

(120142892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

G.M. Aviation Services, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 33.610.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012104389/9.

(120143056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Game Design Entertainment SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2529 Howald, 30, rue des Scillas.

R.C.S. Luxembourg B 163.083.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 août 2012.

Référence de publication: 2012104391/10.

(120142703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

General Oriental (Services) Limited, Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 77, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 151.366.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012104393/9.

(120142630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

General Oriental Investments Limited, Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 77, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 151.367.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012104394/9.

(120142607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Jenvrin, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 108.059.

EXTRAIT

Modification du dépôt L 120 135 947

Lors de résolutions écrites signées le 1^{er} août 2012, le gérant unique de la Société, a décidé de transférer le siège social de la Société au au 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg et non pas au 30, boulevard grande Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg comme cela a été indiqué par erreur sur le dépôt.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour JENVRIN
Mélania Sauvage
Mandataire

Référence de publication: 2012104486/17.

(120142930) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Golden Hawk Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 143.103.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012104396/9.

(120142480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Goldfrapp S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 112.290.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 6 août 2012.

Référence de publication: 2012104397/10.

(120142795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Kingfisher Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 167.716.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 27 avril 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 10 août 2012.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2012104494/13.

(120142542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

NUCLEUS (Holdings) S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 105.743.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 30 juillet 2012

Résolution unique

L'Assemblée décide à l'unanimité de nommer un nouveau Commissaire membres du Conseil de Surveillance comme suit:

- Monsieur Thomas MAAG

né le 22/02/1976 à Chur (Suisse)

résidant professionnellement à Landstrasse 14, 9496 Balzers, Liechtenstein pour un mandat à durée déterminée expirant à l'Assemblée Générale Ordinaire de 2016.

Le Conseil de Surveillance est désormais composé de cinq membres dont la durée du mandat de chacun est confirmée jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire de 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour l'Associé Commandité

Vincent J. Derudder

Référence de publication: 2012104563/20.

(120142837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

ILP III S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 127.503.

Extrait des résolutions prises par les associés en date du 19 juin 2012

Les Associés décident de renouveler le mandat de Réviseur d'Entreprises Agréé de la Société Deloitte Audit S. à r.l., Société à Responsabilité Limitée, ayant son siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg pour une nouvelle période d'un an allant jusqu'à la tenue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes clôturés au 31 décembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 13 août 2012.

Pour ILP III S.C.A. SICAR

Référence de publication: 2012104453/15.

(120142905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Gaglioti S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2230 Luxembourg, 64, rue du Fort Neipperg.

R.C.S. Luxembourg B 61.898.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012104402/9.

(120142482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

**H&F Nugent Lux Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. H&F Fleet Lux S.à r.l.).**

Capital social: GBP 1.443.157,70.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 170.043.

In the year two thousand and twelve, on the thirty-first day of the month of July.

Before Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

"Hellman & Friedman Capital Partners VII (Parallel), L.P.", a limited partnership incorporated under the laws of Cayman Islands, having its registered office at Walkers Corporate Services Limited, Walker House, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Islands,

represented by Me Thierry Kauffman, avocat à la Cour, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 25 July 2012 which shall be registered together with the present deed,

being the sole shareholder and holding all the shares in issue in "H&F Fleet Lux S.à r.l." (the "Company"), a société à responsabilité limitée existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Company Register under number B 170.043, incorporated on 26th June 2012 by deed of Maître Henri Hellinckx, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The articles of association of the Company have not yet been amended since the Company's incorporation.

The appearing party declared and requested the notary to record that:

1. The sole shareholder holds all eleven thousand (11,000) shares in issue in the Company, so that decisions can validly be taken on all items of the agenda.

2. The items on which resolutions are to be passed are as follows:

Agenda

(A) Change of the Company's denomination from "H&F Fleet Lux S.à r.l." to "H&F Nugent Lux Holdco S.à r.l." and consequential amendment of article 1 of the articles of association of the Company so as set forth below;

(B) Reduction of the nominal value of each share of the Company from its current amount of one Pound Sterling (£ 1) to one pence (£ 0.01) and consequential increase in the number of shares resulting therefrom;

(C) Creation of ten (10) different classes of shares, namely classes A, B, C, D, E, F, G, H, I and J and determination of the rights and obligations thereof by amending the articles of association as set forth below;

(D) Reclassification of all the one million and one hundred thousand (1,100,000) existing shares of the Company (further to the share split above) into one million and one hundred thousand (1,100,000) shares of class A, of a nominal value of one pence (£ 0.01) each;

(E) Increase of the issued share capital of the Company to one million, four hundred forty-three thousand, one hundred and fifty-seven Pound Sterling, seventy pence (£ 1,443,157.70) by the issue of

13,331,577 Class A Shares;

14,431,577 Class B Shares;

14,431,577 Class C Shares;

14,431,577 Class D Shares;

14,431,577 Class E Shares;

14,431,577 Class F Shares;

14,431,577 Class G Shares;

14,431,577 Class H Shares;

14,431,577 Class I Shares; and

14,431,577 Class J Shares;

each of a nominal value of one pence (£ 0.01) (the "New Shares"), for a total subscription price of one million, four hundred and thirty-two thousand, one hundred and fifty-seven Pound Sterling, ninety pence (£ 1,432,157.90) by way of the issue of the New Shares to the subscribers as set forth in the table below, such New Shares being subscribed, by way of a contribution in cash; which is to be allocated as follows: the nominal value of the New Shares to the share capital and the balance of the subscription price to the freely distributable share premium

Subscriber	Class	Number of shares subscribed per class	Total number of shares (all shares)
Current shareholder			
Hellman & Friedman Capital Partners VII (Parallel), L.P.	A	2,688,289	36,782,890
	B to J	3,788,289	
New Subscribers			
Hellman & Friedman Capital Partners VII, L.P.	A to J	9,895,733	98,957,330
HFCP VII (Parallel-A), L.P.	A to J	679,727	6,797,270
H&F Executives VII, L.P.	A to J	67,828	678,280
TOTAL			143,215,770

(F) Amendment of the articles of association of the Company as follows:

(i) amendment of Article 1 so as to read as follows:

There exists between all persons that are Shareholders on and all those who will become owners of the Shares, a Luxembourg société en responsabilité limitée under the name of "H&F Nugent Lux Holdco S.à.r.l." governed by the laws of Luxembourg and these Articles.

(ii) amendment of Article 8 so as to read as follows:

8.1. The issued share capital of the Company is set at one million, four hundred and forty-three thousand, one hundred and fifty-seven Pound Sterling and seventy pence (£ 1,443,157.70) divided into:

- 14,431,577 Class A Shares;
- 14,431,577 Class B Shares;
- 14,431,577 Class C Shares;
- 14,431,577 Class D Shares;
- 14,431,577 Class E Shares;
- 14,431,577 Class F Shares;
- 14,431,577 Class G Shares;
- 14,431,577 Class H Shares;
- 14,431,577 Class I Shares; and
- 14,431,577 Class J Shares;

each Share having a nominal value of one pence (£ 0.01) and the rights and obligations as set forth in the present Articles.

8.2. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendment of these Articles.

8.3. The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of Shares including by the cancellation of one or more entire Share Class(es) through the repurchase and cancellation of all the Shares in issue in such Class(es). In the case of repurchases and cancellations of Share Class(es) such cancellations and repurchases of Shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with Class J).

8.4. In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of one or more Share Classes (in the order provided for in article 8.3.), such Share Class(es) give(s) right to the holders thereof, pro rata to their holding in such Class(es), to the Total Cancellation Amount and the holders of Shares of the repurchased and cancelled Share Class(es) shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each Share of the relevant Class(es) held by them and cancelled (subject to the terms of these Articles).

8.4.1 The Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Shares in issue in the Share Class(es) to be repurchased and cancelled.

8.4.2 The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the Board and approved by the General Meeting on the basis of the relevant Interim Accounts provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than the Available Amount.

8.4.3 Upon the repurchase and cancellation of the Shares of the relevant Class(es), the Cancellation Value Per Share, as so determined will become due and payable by the Company.

8.5. Any share premium of the Company shall be freely distributable.

(ii) amendment of Article 19 so as to read as follows:

19.1. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

19.2. The balance may be carried forward, allocated to reserves or distributed to the Shareholders upon decision of the General Meeting in accordance with the provisions set forth hereafter.

19.3. The Shareholders may decide to declare and pay interim dividend distributions on the basis of statements of accounts prepared by the Board, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves (including share premium and other capital contribution reserves) but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law, in accordance with the provisions set forth hereafter.

19.4. The share premium account may be distributed to the Shareholders upon decision of the General Meeting in accordance with the provisions set forth hereafter. The General Meeting may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

19.5. The distributions declared may be paid in any currency selected by the Board, and may be paid at such places and times as may be determined by the Manager or as the case may be by the Board. The Board may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate distributions into the currency of their payment. A distribution declared but not paid on a Share during five years and not thereafter claimed by the holder of such Share, shall be forfeited by the holder of such Share, and shall revert to the Company. No interest will be paid on distributions declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of Shares.

19.6. In the event of a dividend declaration out of profits, such dividend shall be allocated and paid as follows:

19.6.1 an amount equal to 0.25% of the aggregate nominal value of the Class A Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class A Shares pro rata to their Class A Shares, then

19.6.2 an amount equal to 0.50% of the aggregate nominal value of the Class B Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class B Shares pro rata to their Class B Shares, then

19.6.3 an amount equal to 0.75% of the aggregate nominal value of the Class C Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class C Shares pro rata to their Class C Shares, then

19.6.4 an amount equal to 1.00% of the aggregate nominal value of the Class D Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class D Shares pro rata to their Class D Shares, then

19.6.5 an amount equal to 1.25% of the aggregate nominal value of the Class E Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class E Shares pro rata to their Class E Shares, then

19.6.6 an amount equal to 1.50% of the aggregate nominal value of the Class F Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class F Shares pro rata to their Class F Shares, then

19.6.7 an amount equal to 1.75% of the aggregate nominal value of the Class G Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class G Shares pro rata to their Class G Shares, then

19.6.8 an amount equal to 2.00% of the aggregate nominal value of the Class H Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class H Shares pro rata to their Class H Shares, then

19.6.9 an amount equal to 2.25% of the aggregate nominal value of the Class I Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class I Shares pro rata to their Class I Shares, then

19.6.10 an amount equal to 2.50% of the aggregate nominal value of the Class J Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class J Shares pro rata to their Class J Shares, then

19.6.11 the balance of the total distributed amount shall be allocated in its entirety to the holders of the last Class in the reverse alphabetical order (i.e. first Class J Shares, then if no Class J Shares are in existence, Class I Shares and in such continuation until only class A Shares are in existence).

(iii) amendment of Article 20 so as to read as follows:

20.1. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

20.2. The liquidation of the Company shall be decided by the General Meeting in accordance with the applicable legal provisions. In the event of the liquidation of the Company, the liquidation will be performed by liquidators or by the Board of Managers then in office who will be endowed with the powers provided by Articles 144 et seq. of the Law of 1915.

20.3. Once all debts, charges and liquidation expenses have been met or provisioned for, any balance resulting shall be paid to all holders of Shares in the Company pro rata to their holding Shares and in accordance with the provisions of article 19.6. Interim surplus distributions may be made.

(iv) insertion of a new Article 21 so as to read as follows

Articles	means the articles of association of the Company from time to time.
Available Amount	means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) increased by (i) any freely distributable share premium and other freely

distributable reserves and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class(es) of Shares to be cancelled but reduced by (i) any losses (including carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA= Available Amount

NP= net profits (including carried forward profits)

P= any freely distributable share premium and other freely distributable reserves

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class(es) of Shares to be cancelled

L= losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles.

Board	means the board of managers (conseil de gérance) of the Company.
Cancellation Value per Shares	means the amount to which a Share of the Class(es) repurchased and cancelled pursuant to Article 6 shall be entitled in the Total Cancellation Amount and determined as set forth in Article 8.
Class	means a class of Shares of the Company.
Company	means H&F Fleet Lux S.à.r.l.
General Meeting	means the general meeting of Shareholder(s) of the Company (or as the case may be, to the extent permitted by law, written resolution of the Shareholders).
Interim Account Date	means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant Class of Shares.
Interim Accounts	means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.
Manager	means a manager (gérant) of the Company.
Shareholder	means a holder of Shares.
Shares	means the shares (parts sociales) of the Company.
Total Cancellation Amount	means the amount determined by the Board and approved by the General Meeting for the repurchase of one or more Classes of Shares in accordance with Article 8.

After the foregoing was approved by the appearing party, the following resolutions were passed.

First resolution

The sole shareholder resolved to change the denomination of the Company from "H&F Fleet Lux S.à r.l." to "H&F Nugent Lux Holdco S.à r.l." and consequently to amend article 1 of the articles of association of the Company.

Second resolution

The sole shareholder resolved to restructure the issued share capital of the Company as follows:

The sole shareholder resolved to reduce the nominal value of the shares of the Company from their current amount of one Pound Sterling (£ 1) each to one pence (£ 0.01) and to consequentially split each share in issue by 100, and consequentially to issue the shares resulting from the split so that the issued share capital of eleven thousand Pound Sterling (£ 11,000) is thereafter represented by one million one hundred thousand (1,100,000) shares of a nominal value of one pence (£ 0.01) each.

The sole shareholder resolved to create ten (10) different classes of shares, namely classes A, B, C, D, E, F, G, H, I and J and to determine the rights and obligations attached to the Shares as set forth in the amendment to articles as detailed in the agenda.

The sole shareholder then resolved to reclassify all the one million and one hundred thousand (1,100,000) existing shares into 1,100,000 shares of class A shares of a nominal value of one pence (£ 0.01) each.

Third resolution

The sole shareholder resolved to increase the issued share capital of the Company to one million four hundred forty-three thousand one hundred fifty-seven Pound Sterling seventy pence (£ 1,443,157.70) by the issue of

13,331,577 Class A Shares;

14,431,577 Class B Shares;

14,431,577 Class C Shares;

14,431,577 Class D Shares;

14,431,577 Class E Shares;

14,431,577 Class F Shares;
14,431,577 Class G Shares;
14,431,577 Class H Shares;
14,431,577 Class I Shares; and
14,431,577 Class J Shares;

each of a nominal value of one pence (£ 0.01), for a total subscription price of one million four hundred thirty-two thousand one hundred fifty-seven Pound Sterling, ninety pence (£ 1,432,157.90).

Thereupon the subscribers (as set forth in the table in the agenda), each represented by Me Thierry Kauffman, pre-named, confirmed their subscription to the shares as set forth in the table in the agenda and fully paid the New Shares through the payment in cash of the subscription price.

Evidence of the payment in cash was shown to the undersigned notary.

The sole shareholder then resolved to allocate the subscription price as follows: an amount equal to the nominal value of the New Shares to the share capital and the balance of the subscription price to the freely distributable share premium.

Fourth resolution

The sole shareholder then resolved to amend the articles of association of the Company in the way as set forth in the agenda above.

There being no further item on the agenda, the meeting was closed.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at one thousand two hundred Euro.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the party hereto, these minutes are drafted in English, followed by a French translation; at the request of the same appearing party in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Done in Luxembourg, on the day before mentioned.

After reading these minutes, the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française de ce qui précède

L'an deux mille douze, le trente et un juillet,

Pardevant Maître Joseph Elvinger, notaire, de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu

"Hellman & Friedman Capital Partners VII (Parallel), L.P.", un limited partnership constitué sous les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social à Walkers Corporate Services Limited, Walker House, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Iles Caïmans,

Représenté par Me Thierry Kauffman, avocat à la Cour, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée le 25 juillet 2012, laquelle sera enregistrée ensemble avec le présent acte,

étant l'actionnaire unique et détenant toutes les actions en émission dans "H&F Fleet Lux S.à r.l." (la "Société"), une société à responsabilité limitée existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 170.043, constituée le 26 juin 2012 suivant acte reçu de Me Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours d'être publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»). Les statuts coordonnés de la Société n'ont pas encore été modifiés depuis la constitution de la Société.

La partie comparante a déclaré et requis le notaire d'acter que:

1. L'actionnaire unique détient tous les onze mille (11.000) actions en émission dans la Société, de sorte que toutes les décisions peuvent être valablement prises sur les points portés à l'ordre du jour.

2. L'ordre du jour était le suivant:

Agenda

(A) Changement de la dénomination de la Société de «H&F Fleet Lux S.à r.l.» en «H&F Nugent Lux Holdco S.à r.l.» et modification de l'article 1 des statuts de la Société telle qu'indiquée ci-dessous dans les statuts modifiés;

(B) Réduction de la valeur nominale de chaque part sociale de la Société de son montant actuel d'une Livre Sterling (£ 1) à un pence (£ 0,01) et augmentation dans le nombre de parts sociales en conséquence de ceci;

(C) Création de dix (10) classes de parts sociales différentes, à savoir les classes A, B, C, D, E, F, G, H, I et J et détermination des droits et obligations s'y rapportant en modifiant les statuts tel qu'indiqué ci-dessous dans les statuts modifiés;

(D) Reclassification des un million cent mille (1.100.000) parts sociales existantes de la Société (résultant de la division ci-dessus) en un million cent mille (1.100.000) parts sociales de classe A, d'une valeur nominal de un pence (£ 0,01) chacune;

(E) Augmentation du capital social émis de la Société à un million quatre cent quarante-trois mille cent cinquante-sept Livres Sterling, soixante dix pence (£ 1.443.157,70) par l'émission de

- 13.331.577 parts sociales de classe A;
- 14.431.577 parts sociales de classe B;
- 14.431.577 parts sociales de classe C;
- 14.431.577 parts sociales de classe D;
- 14.431.577 parts sociales de classe E;
- 14.431.577 parts sociales de classe F;
- 14.431.577 parts sociales de classe G;
- 14.431.577 parts sociales de classe H;
- 14.431.577 parts sociales de classe I; et
- 14.431.577 parts sociales de classe J;

d'une valeur nominale d'un pence (£ 0,01) chacune (les «Nouvelles Parts Sociales») pour un prix total de souscription de un million, quatre cent trente-deux mille cent cinquante-sept Livres Sterling, quatre vingt-dix pence (£ 1.432.157,90) par l'émission des Nouvelles Parts Sociales aux souscripteurs tel que décrit dans le tableau ci-dessous, les Nouvelles Parts Sociales étant souscrites par des apports en numéraire; allocation du prix de souscription comme suit: un montant égal à la valeur nominale des Nouvelles Parts Sociales au capital social de la Société et le solde du prix de souscription au compte de la prime d'émission librement distribuable.

Souscripteur	Class	Nombre d'actions souscrites par classe	Nombre total d'actions (toutes les classes confondues)
Actionnaire actuel			
Hellman & Friedman Capital Partners VII (Parallel), L.P.	A B to J	2.688.289 3.788.289	36.782.890
Nouveaux actionnaires			
Hellman & Friedman Capital Partners VII, L.P.	A à J	9.895.733	98.957.330
HFCP VII (Parallel-A), L.P.	A à J	679.727	6.797.270
H&F Executives VII, L.P.	A à J	67.828	678.280
TOTAL			143.215.770

(F) Modification des statuts de la Société comme suit:

(i) modification de l'article 1 comme suit:

Il existe entre toutes les personnes qui sont Associés à ce jour et tous ceux qui deviendront propriétaires des Parts Sociales, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois sous la dénomination «H&H Nugent Lux Holdco S.à.r.l.» régie par les lois de Luxembourg et les présents Statuts.

(ii) modification de l'article 8 comme suit:

8.1. Le capital social émis de la Société est fixé à un million, quatre cent quarante-trois mille cent cinquante-sept Livres Sterling, soixante-dix pence (£ 1.443.157,70) divisé en:

- 14.431.577 parts sociales de classe B;
- 14.431.577 parts sociales de classe C;
- 14.431.577 parts sociales de classe D;
- 14.431.577 parts sociales de classe E;
- 14.431.577 parts sociales de classe F;
- 14.431.577 parts sociales de classe G;
- 14.431.577 parts sociales de classe H;
- 14.431.577 parts sociales de classe I; et
- 14.431.577 parts sociales de classe J;

chaque Part Sociale ayant une valeur nominale d'un pence (GBP 0,01) et les droits et obligations tels que présentés dans les présents Statuts.

8.2. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution de l'Assemblée Générale adoptée dans les conditions prévues pour la modification des Statuts.

8.3. Le capital social de la Société peut être réduit par l'annulation de Parts Sociales, y compris par l'annulation d'une ou de plusieurs Classe(s) de Parts Sociales entières par l'intermédiaire du rachat et de l'annulation de toutes les Parts Sociales émises dans de telle(s) Classe(s) de Parts Sociales. En cas de rachat(s) ou d'annulation(s) de Classe(s) de Parts Sociales, de tel(s) rachat(s) et annulation(s) seront faits suivant l'ordre alphabétique renversé (commençant par la Classe J).

8.4. Dans l'hypothèse d'une réduction du capital social par l'intermédiaire du rachat et de l'annulation de Parts Sociales (selon l'ordre défini sous l'article 8.3), de telle(s) Classe(s) de Parts Sociales donnent droits à ses détenteurs de Parts Sociales au pro rata de leur détention dans cette (ces) Classe(s), au Montant Total d'Annulation et les détenteurs de(s) Classe(s) de Parts Sociales rachetée(s) et annulée(s) recevront de la Société un montant correspondant à la Valeur d'Annulation par Part Sociale pour chacune des Parts Sociales de la (les) Classe(s) de Parts Sociales pertinente(s) détenue (s) par eux et annulée(s) (soumis aux conditions des présents Statuts).

8.4.1 La Valeur d'Annulation par Part Sociale doit être calculée en divisant le Montant Total d'Annulation par le nombre de Parts Sociales émises dans la Classe de Parts Sociales devant être rachetée et annulée.

8.4.2 Le Montant Total d'Annulation est le montant déterminé par le Conseil de Gérance et approuvé par l'Assemblée Générale sur base des Comptes Intérimaires à la condition toutefois que le Montant Total d'Annulation ne soit jamais supérieur au Montant Disponible.

8.4.3 A la suite du rachat et de l'annulation des Parts Sociales de la Classe concernée, la Valeur d'Annulation par Part Sociale sera exigible et payable par la Société.

8.5. Toute prime d'émission de la Société est librement distribuable.

(iii) modification de l'article 19 (Distributions) comme suit:

19.1. Sur le bénéfice net de la Société, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire si cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société.

19.2. Le solde peut être reporté, alloué à la réserve légale ou distribué aux Associés par décision prise en Assemblée Générale conformément aux dispositions prévues ci-après.

19.3. Les Associés peuvent décider de payer des dividendes intérimaires sur base d'un état comptable préparé par le Conseil de Gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables (en ce compris la prime d'émission et autres réserves de capital) mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve constituée en vertu de la loi, conformément aux dispositions prévues ci-après.

19.4. Le compte prime d'émission peut être distribué aux Associés sur décision d'une Assemblée Générale conformément aux dispositions prévues ci-après. L'Assemblée Générale peut décider d'allouer tout montant du compte prime d'émission au compte de la réserve légale.

19.5. Une distribution déclarée pourra être payée en toute devise choisie par le Conseil de Gérance, et pourra être payée au lieu et place déterminés par les Gérants ou selon le cas par le Conseil de Gérance. Le Conseil de Gérance peut fixer souverainement le taux de change applicable pour convertir les fonds dans la devise de leur paiement. Une distribution déclarée mais non payée sur une Part Sociale pendant cinq (5) ans et non réclamée par le détenteur de cette Part Sociale, sera prescrite par le fait du détenteur de cette Part Sociale, et reviendra à la Société. Aucun intérêt ne sera versé sur les distributions déclarées mais non réclamées qui sont détenues par la Société pour le compte des détenteurs des Parts Sociales.

19.6. Dans le cas d'une déclaration de dividende en dehors des bénéfices, ce dividende sera alloué et payé de la manière suivante:

19.6.1 un montant équivalent à 0,25% de la valeur nominale totale des Parts Sociales de Classe A en émission sera alloué (ou provisionné) de manière égale à tous les détenteurs des Parts Sociales de Classe A au pro rata de leur Parts Sociales de Classe A, ensuite

19.6.2 un montant équivalent à 0,50% de la valeur nominale totale des Parts Sociales de Classe B en émission sera alloué (ou provisionné) de manière égale à tous les détenteurs des Parts Sociales de Classe B au pro rata de leur Parts Sociales de Classe B, ensuite

19.6.3 un montant équivalent à 0,75% de la valeur nominale totale des Parts Sociales de Classe C en émission sera alloué (ou provisionné) de manière égale à tous les détenteurs des Parts Sociales de Classe C au pro rata de leur Parts Sociales de Classe C, ensuite

19.6.4 un montant équivalent à 1,00% de la valeur nominale totale des Parts Sociales de Classe D en émission sera alloué (ou provisionné) de manière égale à tous les détenteurs des Parts Sociales de Classe D au pro rata de leur Parts Sociales de Classe D, ensuite

19.6.5 un montant équivalent à 1,25% de la valeur nominale totale des Parts Sociales de Classe E en émission sera alloué (ou provisionné) de manière égale à tous les détenteurs des Parts Sociales de Classe E au pro rata de leur Parts Sociales de Classe E, ensuite

19.6.6 un montant équivalent à 1,50% de la valeur nominale totale des Parts Sociales de Classe F en émission sera alloué (ou provisionné) de manière égale à tous les détenteurs des Parts Sociales de Classe F au pro rata de leur Parts Sociales de Classe F, ensuite

19.6.7 un montant équivalent à 1,75% de la valeur nominale totale des Parts Sociales de Classe G en émission sera alloué (ou provisionné) de manière égale à tous les détenteurs des Parts Sociales de Classe G au pro rata de leur Parts Sociales de Classe G, ensuite

19.6.8 un montant équivalent à 2,00% de la valeur nominale totale des Parts Sociales de Classe H en émission sera alloué (ou provisionné) de manière égale à tous les détenteurs des Parts Sociales de Classe H au pro rata de leur Parts Sociales de Classe H, ensuite

19.6.9 un montant équivalent à 2,25% de la valeur nominale totale des Parts Sociales de Classe I en émission sera alloué (ou provisionné) de manière égale à tous les détenteurs des Parts Sociales de Classe I au pro rata de leur Parts Sociales de Classe I, ensuite

19.6.10 un montant équivalent à 2,50% de la valeur nominale totale des Parts Sociales de Classe J en émission sera alloué (ou provisionné) de manière égale à tous les détenteurs des Parts Sociales de Classe J au pro rata de leur Parts Sociales de Classe J, ensuite

19.6.11 le solde du montant total distribué sera alloué dans son intégralité aux détenteurs de la dernière Classe et ce, suivant l'ordre alphabétique inversé (i.e. premièrement les Parts Sociales de Classe J, ensuite, s'il n'existe aucune Part Sociale de Classe J, les Parts Sociales de Classe I et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il n'existe plus que des Parts Sociales de Classe A).

(iv) modification de l'article 20 (Dissolution) comme suit:

20.1. La Société ne sera pas dissoute par la mort, la suspension des droits civils, la faillite ou la banqueroute de l'Associé Unique ou l'un des Associés.

20.2. La dissolution de la Société sera décidée par l'Assemblée Générale conformément aux dispositions légales applicables. En cas de dissolution de la Société pour quelque raison que ce soit et à quelque moment que ce soit, la liquidation sera effectuée par les soins de liquidateurs ou du Gérant alors en fonction qui auront les pouvoirs conférés par les Articles 144 et suivants de la Loi de 1915.

20.3. Une fois toutes les dettes, charges et dépenses de liquidation réglées, tout solde en résultant sera payé aux détenteurs des Parts Sociales de la Société au pro rata de leurs détention de Parts Sociales et conformément aux dispositions de l'article 19.6. Des distributions intérimaires de surplus seront faites.

(v) insertion d'un nouvel article 21 (Définitions) comme suit:

Statuts	signifie les présents Statuts de la Société tel que modifiés de temps à autres.
Montant Disponible	signifie le montant total des bénéfices nets de la Société (y compris les bénéfices reportés) augmenté de (i) toute prime d'émission librement distribuable et autres réserves disponibles (ii) le cas échéant le montant de la réduction du capital social et de la réduction de la réserve légale relatives à (aux) Classes d'Actions à annuler mais réduit par (i) toutes pertes (y compris les pertes reportées) et (ii) toute somme à placer dans la(les) réserve(s) non distribuables conformément aux exigences légales, toujours tel qu'indiqué dans les Comptes Intérimaires pertinents (à l'exclusion, afin d'éviter tout doute, de toute double comptabilisation) de sorte que: $AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$ Où: AA = Montant Disponible NP= bénéfices nets (y compris les bénéfices reportés) P= toute prime d'émission librement distribuable et autres réserves disponibles CR = montant de la réduction du capital social et de la réduction de la réserve légale relatives à (aux) Classes d'Actions (à annuler) annulée(s) L= pertes (y compris les pertes reportées) LR = toute somme à placer dans la(les) réserve(s) non distribuable(s) conformément aux exigences légales.
Conseil de Gérance	signifie le gérant de la Société.
Valeur d'Annulation par Part Sociale	signifie le montant auquel une Part Sociale d'une (des) Classe(s) rachetée(s) et annulée(s) conformément à l'article 6 a le droit dans le Montant Total d'Annulation et déterminé conformément à l'article 8.
Classe	signifie la classe de Parts Sociales de la Société.

Société	signifie H&F Fleet Lux S.à r.l.
Assemblée Générale	signifie l'assemblée générale de(s) Associé(s) de la Société (ou selon le cas, dans les limites autorisées par la loi, les résolutions écrites des Associés).
Date des Comptes Intérimaires	signifie la date qui n'étant pas inférieur à huit (8) jours avant la date de rachat et d'annulation de la Classe de Parts Sociales concernée.
Comptes Intérimaires	signifie les comptes intérimaires de la Société à la Date des Comptes Intérimaires.
Gérant	signifie le gérant de la Société.
Parts Sociales	signifie les parts sociales de la Société.
Montant Total d'Annulation	signifie le montant déterminé par le Conseil de Gérance et approuvé par l'Assemblée Générale pour le rachat d'une ou plusieurs Classes de Parts Sociales conformément à l'article 8.

A la suite de quoi, l'Associé Unique a pris les décisions suivantes telles qu'il suit:

Première résolution

L'associé unique a décidé de changer la dénomination de la Société de «H&F Fleet Lux S.à r.l.» en «H&F Nugent Lux Holdco S.à r.l.» et par conséquent de modifier l'article 1 des statuts de la Société tel qu'indiqué dans l'agenda ci-dessus.

Deuxième résolution

L'associé unique a décidé de recomposer le capital social émis de la Société comme suit:

L'associé unique a décidé de réduire la valeur nominale des parts sociales de la Société de son montant actuel d'une Livre Sterling (£ 1) à un pence (£ 0,01) et par conséquent de diviser chaque part sociale en émission par cent (100) et d'émettre des parts sociales tel qu'il en résulte de la division de sorte que le capital social émis de onze mille Livres Sterling (£ 11,000) soit représenté par un million cent mille (1,100,000) parts sociales de classe A, d'une valeur nominal de un pence (£ 0,01) chacune.

L'associé unique a décidé de créer dix (10) classes de parts sociales différentes, à savoir les classes A, B, C, D, E, F, G, H, I et J et de déterminer les droits et obligations s'y rapportant en modifiant les statuts tel qu'indiqué à l'agenda ci-dessus.

L'associé unique a alors décide de reclassifier toutes les un million cent mille (1.100.000) parts sociales existantes de la Société en un million cent mille (1.100.000) parts sociales de classe A d'une valeur nominal de un pence (£ 0,01) chacune.

Troisième résolution

L'associé unique a décide d'augmenter le capital social émis de la Société à un million, quatre cent quarante-trois mille cent cinquante-sept Livres Sterling, soixante-dix pence (£ 1.443.157,70) par l'émission de

- 13.331.577 parts sociales de classe A;
- 14.431.577 parts sociales de classe B;
- 14.431.577 parts sociales de classe C;
- 14.431.577 parts sociales de classe D;
- 14.431.577 parts sociales de classe E;
- 14.431.577 parts sociales de classe F;
- 14.431.577 parts sociales de classe G;
- 14.431.577 parts sociales de classe H;
- 14.431.577 parts sociales de classe I; et
- 14.431.577 parts sociales de classe J;

chacune d'une valeur nominale d'un pence (£ 0,01) pour un prix de souscription total de un million, quatre cent trente-deux mille cent cinquante-sept Livres Sterling, quatre-vingt-dix pence (£ 1.432.157,90).

Les souscripteurs (tels qu'énumérés dans le tableau ci-dessus), chacun représenté par Me Thierry Kauffman, prénommé, ont confirmé leur souscription aux parts sociales tel que décrite dans le tableau dans l'agenda ci-dessus et ont payé entièrement les Nouvelles Parts Sociales par des apports en numéraire.

Une preuve de paiement en numéraire a été montrée au notaire soussigné.

L'actionnaire unique a alors décidé d'allouer le prix de souscription comme suit: un montant égal à la valeur nominale des Nouvelles Parts Sociales au capital social de la Société et le solde du prix de souscription à la prime d'émission librement distribuable.

Quatrième résolution

L'actionnaire unique a finalement décidé de modifier les statuts de la Société tel que décrits à l'agenda ci-dessus.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

Dépenses

Les coûts, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison des présentes résolutions sont estimés à mille deux cents Euros.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande de la partie comparante, le présent procès-verbal est rédigé en anglais suivi d'une traduction en français; à la demande des mêmes parties comparantes, en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite, la partie comparante a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: T. Kauffman, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 1 août 2012. Relation: LAC/2012/36666. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): C. Frising.

Référence de publication: 2012103137/504.

(120141365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2012.

Garage Robert Grün & Fils, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8010 Strassen, 242, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 9.004.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour GARAGE ROBERT GRÜN & FILS

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2012104403/12.

(120143027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Genefin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 141.000.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012104404/10.

(120142946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Global Motor Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 131.477.

Le bilan au 31 Décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Manager

Référence de publication: 2012104408/11.

(120142517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Global System Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 131.644.

Le bilan au 31 Décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Virginie Boussard
Director

Référence de publication: 2012104409/11.

(120142523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Kuznetski Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 102.041.

Extrait des résolutions prises par les actionnaires de la société lors de l'assemblée générale annuelle tenue le 29 juin 2011

Le mandat des administrateurs:

1. Monsieur François BROUXEL, né à Metz (France), le 16 septembre 1966, demeurant à L 2320 Luxembourg, 69, Boulevard de la Pétrusse; administrateur et président du conseil d'administration,

2. Monsieur Georges GUDENBURG, né à Luxembourg, le 25 novembre 1964, demeurant à L 2320 Luxembourg, 69, Boulevard de la Pétrusse; administrateur,

3. Monsieur Guy HORNICK, né à Luxembourg, le 29 Mars 1951, demeurant à L 2013 Luxembourg, 2, Le Dôme Espace Pétrusse, Avenue Charles de Gaulle, L-2013 Luxembourg

a été renouvelé jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire devant se tenir en 2012 en relation avec les comptes de l'exercice social prenant fin au 31 décembre 2011.

Le mandat du commissaire aux comptes de la Société, AUDIEX S.A., immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le no B 65.469, ayant son siège social à L 1510 Luxembourg, 57, Avenue de la Faïencerie, a été renouvelé jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire devant se tenir en 2012 en relation avec les comptes de l'exercice social prenant fin au 31 décembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012104496/22.

(120142970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Fipe Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 170.780.

STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the twenty-seventh day of July,

Before Maître Gérard LECUIT, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

Appeared the following:

Cube Energy S.C.A., a company incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 138404,

represented by Mr Andrew John GRESHAM, employee, with professional address in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), by virtue of a proxy given on 23 July 2012, which, after having been initialled and signed "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary, will be annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such party, represented as above stated, has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") which it declares to establish as follows:

Chapter I.- Form, Corporate name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Corporate Name.

There is hereby established among the subscriber(s) and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a company in the form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (the "Company") which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, notably the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), by article 1832 of the Civil Code, as amended, and by the present articles of incorporation (the "Articles").

The Company exists under the name of "FIPE Lux S.à r.l.".

Art. 2. Registered Office.

The Company has its registered office in the City of Luxembourg. The Manager or, as the case may be, the Board of Managers is authorised to change the address of the Company's registered office inside the municipality of the Company's registered office.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Manager or, as the case may be, the Board of Managers.

In the event that in the view of the Manager or, as the case may be, the Board of Managers, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with the said office or between the said office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the end of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 3. Corporate Object.

The object of the Company is the direct and indirect acquisition and holding of participating interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such interests.

This includes, but is not limited to, investment in, acquirement of, disposal of, granting or issuing (without a public offer) of preferred equity certificates, loans, bonds, notes debentures and other debt instruments, shares, warrants and other equity instruments or rights, including, but not limited to, shares of capital stock, limited partnership interests, limited liability company interests, preferred stock, securities and swaps, and any combination of the foregoing, in each case whether readily marketable or not, and obligations (including but not limited to synthetic securities obligations) in any type of company, entity or other legal person.

The Company may also use its funds to invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any form or of any kind.

The Company may grant pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of securities as well as any form of indemnities, to Luxembourg or foreign entities, in respect of its own obligations and debts.

The Company may also provide assistance in any form (including but not limited to the granting of advances, loans, money deposits and credits as well as the providing of pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of securities, in any kind of form) to the Company's subsidiaries. On a more occasional basis, the Company may provide the same kind of assistance to undertakings which are part of the same group of companies which the Company belongs to or to third parties, provided that doing so falls within the Company's best interest and does not trigger any license requirements.

In general, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation and engage in such other activities as the Company deems necessary, advisable, convenient, incidental to, or not inconsistent with, the accomplishment and development of the foregoing.

Notwithstanding the above, the Company shall not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity which would be considered as a regulated activity or that would require the Company to have any other license.

Art. 4. Duration.

The Company is formed for an unlimited duration.

Chapter II.- Share capital, Shares

Art. 5. Share Capital.

The share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares, with a par value of one euro (EUR 1) each.

In addition to the share capital, a premium account may be set up, into which any premium paid on any share in addition to the par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares, which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares.

All the shares will be and remain in registered form.

When the Company is composed of a sole shareholder, the sole shareholder may freely transfer its/her/his shares.

When the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely only amongst shareholders. The shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital.

The transfer of shares shall take place by notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in accordance with article 1690 of the Civil Code.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned. Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to the relevant share until that common representative has been appointed.

Art. 7. Increase and Reduction of the Share Capital.

The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced once or several times by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders voting with the quorum and majority rules set by these Articles or, as the case may be, by the Law for any amendment of these Articles.

Chapter III.- Management, Board of managers, Auditors**Art. 8. Management.**

The Company shall be managed by one or several managers, whether shareholders or not (the "Manager(s)"). If several Managers have been appointed, the Managers will constitute a board of managers (the "Board of Managers").

The Manager(s) shall be appointed by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, which will determine their number, their remuneration and the limited or unlimited duration of their mandate. The Managers will hold office until their successors are elected. They may be re-elected at the end of their term and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders.

The sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders may decide to qualify the appointed Managers as Class A Managers and Class B Managers.

Even after the term of their mandate, the Manager(s) shall not disclose Company information which may be detrimental to the Company's interests, except when such a disclosure is mandatory by law.

Art. 9. Meetings of the Board of Managers.

If the Company is composed of one sole Manager, the latter will exercise the power granted by the Law to the Board of Managers.

The Board of Managers will appoint a chairman (the "Chairman") from among its members. It may also appoint a secretary, who need not be a Manager and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers and of the shareholder(s).

The Board of Managers will meet upon notice given by the Chairman or upon request of any Manager. The Chairman will preside at all meetings of the Board of Managers. In her/his absence the Board of Managers may appoint another Manager as chairman pro tempore by vote of the majority present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least twenty-four hours' written notice of board meetings shall be given. Any such notice shall specify the place, the date, time and agenda of the meeting.

The notice may be waived by unanimous written consent by all Managers at the meeting or otherwise. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

Every board meeting shall be held in Luxembourg or such other place indicated in the notice.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing another Manager as her/his representative.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or the representation of a majority of the Managers holding office.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at the relevant meeting. In case of a tied vote, the Chairman has a casting vote.

One or more Managers may participate in a meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such methods of participation are to be considered as equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 10. Minutes of Meetings of the Board of Managers.

The minutes of the meeting of the Board of Managers or, as the case may be, of the written decisions of the sole Manager, shall be drawn up and signed by all Managers present at the meeting or, as the case may be, by the sole Manager. Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts thereof shall be certified by the sole Manager or, as the case may be, by the Chairman of the Board of Managers or by any two Managers.

Art. 11. General Powers of the Managers.

The Manager or, as the case may be, the Board of Managers is vested with the broadest powers to act on behalf of the Company and to perform or authorise all acts of administrative or disposal nature, necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by the Law to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Manager or, as the case may be, the Board of Managers.

Art. 12. Delegation of Powers.

The Manager or, as the case may be, the Board of Managers may confer certain powers and/or special mandates to any member(s) of the Board of Managers or to any other person(s), who need not be a Manager or a Shareholder of the Company, acting either alone or jointly, under such terms and with such powers as the Manager or, as the case may be, the Board of Managers shall determine.

The Manager or, as the case may be, the Board of Managers may also appoint one or more advisory committees and determine their composition and purpose.

Art. 13. Representation of the Company.

In case only one Manager have been appointed, the Company will be bound toward third parties by the sole signature of that Manager as well as by the joint signatures or single signature of any person(s) to whom the Manager has delegated such signatory power, within the limits of such power.

In case the Company be managed by a Board of Managers, subject to the following, the Company will be bound towards third parties by the joint signatures of any two Managers as well as by the joint signatures or single signature of any person (s) to whom the Board of Managers has delegated such signatory power, within the limits of such power.

Notwithstanding the above, if the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders has appointed one or several Class A Managers and one or several Class B Managers, the Company will be bound towards third parties only by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager, as well as by the joint signatures or single signature of any person(s) to whom the Board of Managers has delegated such signatory power, within the limits of such power.

Art. 14. Conflict of Interests.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the sole fact that any one or more duly authorised representatives of the Company, including but not limited to any Manager, has a personal interest in, or is a duly authorised representative of said other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any duly authorised representatives of the Company, including but not limited to any Manager, who serves as a duly authorised representative of any other company or firm with which the Company contracts or otherwise engages in business, shall not for that sole reason, be automatically prevented from considering and acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any Manager has any personal interest in any transaction to which the Company is a party, other than transactions falling within the scope of the day-to-day management of the Company, concluded in the Company's ordinary course of business and at arm's length, s/he shall inform the Board of Managers of any such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction. Any such transaction and such Manager's interest therein shall be reported to the sole shareholder or, as the case may be, to the next general meeting of shareholders. When the Company is composed of a sole Manager, any transaction to which the Company shall become a party, other than transactions falling within the scope of the day-to-day management of the Company, concluded in the Company's ordinary course of business and at arm's length, and in which the sole Manager has a personal interest which is conflicting with the Company's interest therein, the relevant transaction shall be approved by the sole shareholder.

Art. 15. Indemnification.

The Company shall indemnify any Manager and his heirs, executors and administrators, for expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or procedure to which he may be made a party by reason of his being or having been a Manager, or at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except for such action, suit or procedure in relation to matters for which he be held liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall only be provided for matters that the Company has been advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights which the relevant person may be entitled to.

Art. 16. Audit.

Except if the Company's annual accounts are audited by an independent auditor in accordance with the requirements of the Law, the supervision of the operations of the Company may be, and shall be, if the Company has more than twenty-five (25) shareholders, entrusted to one or more auditors who need not be shareholders.

The auditors or, as the case may be, the independent auditor, if any, shall be appointed by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, which will determine the number of statutory auditors, if applicable, the remuneration of the statutory or independent auditor and the duration of their mandate. The auditors will hold office until their successors are elected. They may be re-elected at the end of their term and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders.

Chapter IV.- Meetings of shareholders

Art. 17. Annual General Meeting.

The annual general meeting, to be held only in case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting on the fourth Thursday of the month of April of each year, at 3pm.

If such day is not a business day in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 18. Other General Meetings of Shareholders.

The shareholders may hold general meetings of shareholders to be convened in compliance with the Law by the Manager or, as the case may be, the Board of Managers, by the auditor(s), if any, or by shareholders owning more than half of the share capital of the Company.

If the Company is composed of no more than twenty-five (25) shareholders, general meetings of shareholders are not compulsory and the shareholders may cast their vote on the proposed resolutions in writing.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting, may be held abroad only if, in the discretionary opinion of the Manager or, as the case may be, the Board of Managers, circumstances of force majeure so require.

Art. 19. Powers of the Meeting of Shareholders.

Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

The general meeting of shareholders shall have the powers vested to it by the Law and by these Articles.

Art. 20. Procedure, Vote.

The general meeting of shareholders will meet upon notice given by the Manager or, as the case may be, by the Board of Managers, by the auditor(s), if any, or by shareholders owning more than half of the share capital of the Company made in compliance with the Law and the present Articles.

The notice shall be sent to the shareholders at least eight (8) days prior to the meeting and shall specify the date, time, place and agenda of the meeting.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing in writing or by fax another person as her/his proxy who need not be a shareholder.

One or several shareholders may participate in a meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

The Manager or, as the case may be, the Board of Managers may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a general meeting of shareholders.

Any general meeting of shareholders shall be presided by the Chairman of the Board of Managers or, in his absence, by any other person appointed by the general meeting of shareholders.

The chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall appoint one or several scrutineer(s).

The chairman of the general meeting of shareholders together with the secretary and the scrutineer(s) so appointed, form the bureau of the general meeting.

An attendance list indicating the name of the shareholders, the number of shares held by them and, if applicable, the name of their representative, is drawn up and signed by the bureau of the general meeting of the shareholders or, as the case may be, their representatives.

One vote is attached to each share, except otherwise provided for by the Law.

Except as otherwise required by the Law or by the present Articles, any amendment to the present Articles shall be approved by shareholders (i) being a majority of the shareholders in number and (ii) representing three-quarters of the corporate capital.

Except as otherwise required by the Law or by the present Articles, all other resolutions will be taken by shareholders representing more than half of the share capital of the Company. In case the quorum is not reached at the first meeting, the members shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented.

Art. 21. Minutes of Shareholders Resolutions.

Minutes of the written decisions of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meetings of shareholders shall be drawn up and signed by the sole shareholder or, as the case may be, by the bureau of the meeting.

Copies or extracts of the minutes of the resolutions passed by sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders shall be certified by the sole Manager or, as the case may be, by the Chairman of the Board of Managers or by any two Managers.

Chapter V.- Financial year, Distribution of profits

Art. 22. Financial Year.

The Company's financial year begins on the first day of the month of January and ends on the last day of the month of December every year.

Art. 23. Approval of Annual Accounts.

At the end of each financial year, the accounts are closed and the Manager or, as the case may be, the Board of Managers, shall draw up the annual accounts of the Company in accordance with the Law and submit them, if applicable, to the auditor(s) for review and to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

Each shareholder or his representative may inspect the annual accounts at the registered office of the Company as provided for by the Law.

Art. 24. Allocation of Profits.

From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by the Law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed share capital of the Company.

The sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be allocated. It/s/he may decide to use the whole or part of the remainder to absorb existing losses, if any, to put it into a reserve or provision, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholder(s) as dividend.

Art. 25. Interim Dividends.

The Manager or, as the case may be, the Board of Managers is authorised to pay out interim dividends, provided that current interim accounts have been drawn-up and that said interim accounts show that the Company has sufficient available funds for such a distribution, in compliance with the legal requirements.

Chapter VI.- Dissolution, Liquidation of the company

Art. 26. Dissolution, Liquidation.

The Company may be dissolved by a decision of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders voting with the same quorum and majority as for the amendment of these Articles, unless otherwise provided for by the Law.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the sole shareholder or by the general meeting of shareholders, as the case may be, which will determine their powers and their compensation.

After payment of all the outstanding debts of and charges against the Company, including taxes and expenses pertaining to the liquidation process, the remaining net assets of the Company shall be distributed equally to the shareholders pro rata to the number of the shares held by them.

Chapter VII.- Applicable law

Art. 27. Applicable Law.

All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable Law.

Subscription and Payment

The Articles having thus been drawn up by the appearing party, this party has subscribed to and has fully paid in cash the entirety of the twelve thousand five hundred (12,500) shares with a par value of one euro (EUR 1) each.

The amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) is as of now at the free disposal of the company.

Proof of such payment has been given to the undersigned notary who states that the conditions set forth in article 183 of the Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of this deed are estimated at approximately one thousand euros (EUR 1,000).

Transitory Provision

The first financial year will begin on the present date and will end on 31 December 2012.

Extraordinary General Meeting

The above mentioned sole shareholder, representing the entire subscribed capital, immediately passed the following resolutions:

1. Resolved to set at two (2) the number of managers and further resolved to appoint

- Mr Jérôme Almeras, born in Sète, France on 9 July 1970, with professional address at 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg as manager for an unlimited period;

- Mr Renaud De Matharel, born in Paris, France on 2 August 1962, with professional address at 115, rue de Réaumur, F-75002 Paris, France as manager for an unlimited period;

2. Resolved that the registered office shall be at 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that on request of the above persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary this original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le vingt-sept juillet,

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg),

A comparu:

Cube Energy S.C.A., une société en commandite par actions constituée selon les lois de Luxembourg, ayant son siège social à 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 138.404,

représenté par Monsieur Andrew John GRESHAM, employé, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg), en vertu d'une procuration donnée le 23 juillet 2012, qui après avoir été paraphée et signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, sera annexée au présent acte aux fins de formalisation.

Lequel comparant, représenté comme décrit ci-dessus, a requis le notaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer:

Chapitre I^{er} .- Forme, Dénomination sociale, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme, Dénomination Sociale.

Il est formé par le(s) souscripteur(s) et toutes les personnes qui pourraient devenir détenteurs des parts sociales émises ci-après, une société sous la forme d'une société à responsabilité limitée (la "Société") régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), par l'article 1832 du Code Civil, tel que modifié, ainsi que par les présents statuts (les "Statuts").

La Société adopte la dénomination "FIPE Lux S.à r.l."

Art. 2. Siège Social.

Le siège social est établi à Luxembourg Ville. Le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance, est autorisé à changer l'adresse du siège social de la Société à l'intérieur de la ville mentionnée ci-dessus.

Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Grand Duché de Luxembourg, soit à l'étranger par une décision du Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance.

Au cas où le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la société au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et des personnes à l'étranger ou que de tels événements sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par la loi du Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 3. Objet.

La Société a pour objet la prise de participations directes ou indirectes et la détention de ces participations, sous n'importe quelle forme, dans toutes entreprises luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

Ceci inclut, mais n'est pas limité à l'investissement, l'acquisition, la vente, l'octroi ou l'émission (sans offre publique) de certificats de capital préférentiels, prêts, obligations, reconnaissances de dettes et autres formes de dettes, parts sociales, bons de souscriptions et autres instruments de capital ou droits, incluant sans limitation, des parts de capital social, participations dans une association (limited partnership), participations dans une société à responsabilité limitée (limited liability company), parts préférentielles, valeurs mobilières et swaps, et toute combinaison de ce qui précède, qu'ils soient facilement réalisables ou non, ainsi que des engagements (incluant mais non limité à des engagements relatives à des valeurs synthétiques) de sociétés, entités ou autres personnes juridiques de tout type.

La Société peut aussi utiliser ses fonds pour investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier de toute sorte ou toute forme.

La Société peut accorder des gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés ainsi que toute forme d'indemnités, à des entités luxembourgeoises ou étrangères, en relation avec ses propres obligations et dettes.

La Société peut accorder toute forme d'assistance (incluant mais non limité à l'octroi d'avances, prêts, dépôts d'argent et crédits ainsi que l'octroi de gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés, de toute sorte et forme) aux filiales de la Société. De manière plus occasionnelle, la Société peut accorder le même type d'assistance aux sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ou à des tiers, sous condition que cela tombe dans l'intérêt social et sans engendrer une obligation d'une autorisation spécifique.

D'une manière générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière et s'engager dans toute autre activité qu'elle jugera nécessaire, conseillée, appropriée, incidente à ou non contradictoire avec l'accomplissement et le développement de ce qui précède.

Nonobstant ce qui précède, la Société ne s'engagera dans aucune transaction qui entraînerait son engagement dans une quelconque activité qui serait considérée comme une activité réglementée ou qui requerrait de la Société la possession de toute autre autorisation spécifique.

Art. 4. Durée.

La Société est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II.- Capital social, Parts sociales

Art. 5. Capital Social.

Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour payer les parts sociales que la Société pourrait racheter des associés, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

Art. 6. Parts Sociales.

Chaque part sociale sera et restera sous forme nominale.

Lorsque la Société est composée d'un associé unique, l'associé unique peut transmettre ses parts librement.

Si la Société est composée de plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles uniquement entre associés. Dans cette situation, les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non associés que moyennant l'agrément des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales doit être documentée dans un acte notarié ou sous seing privé. De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles aient été correctement signifiées à la Société ou acceptées par la Société conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société. Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun nommé ou non parmi eux. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à la part sociale concernée et ce jusqu'à la nomination d'un mandataire commun.

Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital Social.

Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorités exigées pour toute modification des statuts par ces Statuts ou, le cas échéant, par la Loi.

Chapitre III.- Gérance, Commissaires aux comptes

Art. 8. Gérance.

La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non associés (le(s) "Gérant(s)"). Si plusieurs Gérants ont été nommés, les Gérants vont constituer un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance").

Le(s) Gérant(s) est/sont nommé(s) par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés, qui fixe leur nombre, leur rémunération et le caractère limité ou illimité de leur mandat. Le(s) Gérant(s) restera/resteront en fonction jusqu'à la nomination de leur successeur. Il(s) peut/peuvent être renommé(s) à la fin de leur mandat et peut/peuvent être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés.

L'associé unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des associés peut décider de qualifier les Gérants nommés en Gérant de Catégorie A et en Gérants de Catégorie B.

Le(s) Gérant(s) ne révélera/révèleront pas, même après le terme de leur mandat, les informations concernant la Société à leur disposition, dont la révélation pourrait porter préjudice aux intérêts de la Société, excepté lorsqu'une telle révélation est obligatoire par la loi.

Art. 9. Réunions du Conseil de Gérance.

Si la Société est composée d'un seul Gérant, ce dernier exerce le pouvoir octroyé par la Loi au Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance choisira parmi ses membres un président (le "Président"). Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance et des associés.

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président ou à la demande d'un Gérant. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, sauf qu'en son absence, le Conseil de Gérance désignera à la majorité des personnes présentes ou représentées à une telle réunion un autre président pro tempore.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de toutes les personnes autorisées à participer, un avis écrit de toute réunion du Conseil de Gérance sera donné à tous les Gérants avec un préavis d'au moins vingt-quatre heures. La convocation indiquera le lieu, la date et l'heure de la réunion et en contiendra l'ordre du jour.

Il pourra être passé outre cette convocation avec l'accord écrit de chaque Gérant donné à la réunion ou autrement. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminé dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil de Gérance.

Toute réunion du Conseil de Gérance se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Tout Gérant pourra se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par écrit un autre Gérant comme son mandataire.

Le quorum du Conseil de Gérance est atteint par la présence ou la représentation d'une majorité de Gérants en fonction.

Les décisions sont prises à la majorité des votes des Gérants présents ou représentés à la réunion. En cas de parité des votes, le Président a une voix prépondérante.

Un ou plusieurs Gérants peuvent participer à une réunion par conférence téléphonique, vidéoconférence ou tout moyen de télécommunication similaire permettant à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. De telles participations doivent être considérées comme équivalentes à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite par voie circulaire signée par tous les Gérants est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu, signés chacun par un ou plusieurs Gérants.

Art. 10. Procès-verbaux du Conseil de Gérance.

Les procès-verbaux de la réunion du Conseil d'Administration ou, le cas échéant, les décisions écrites du Gérant Unique, doivent être établies par écrit et signées par tous les Gérants présents ou représentés ou le cas échéant, par le Gérant unique de la Société. Toutes les procurations seront annexées.

Les copies ou les extraits de celles-ci doivent être certifiées par le gérant unique ou le cas échéant, par le Président du Conseil de Gérance ou, le cas échéant, par deux Gérants.

Art. 11. Pouvoirs des Gérants.

Le Gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour accomplir et autoriser tous les actes d'administration ou de disposition, nécessaires ou utiles pour la réalisation de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la Loi ou par les présents Statuts à l'associé unique ou, le cas échéant, à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du Gérant unique ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance.

Art. 12. Délégation de Pouvoirs.

Le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance peut conférer certains pouvoirs ou mandats spéciaux à un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance ou à une ou plusieurs autres personnes qui peuvent ne pas être Gérants ou Associés de la Société, agissant seul ou ensemble, selon les conditions et les pouvoirs applicables au Conseil de Gérance ou, le cas échéant, déterminés par le Conseil de Gérance.

Le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance peut aussi nommer un ou plusieurs comités et déterminer leur composition et leur objet.

Art. 13. Représentation de la Société.

En cas de nomination d'un Gérant unique, la société sera engagée à l'égard des tiers par la signature individuelle de ce gérant, ainsi que par les signatures conjointes ou la signature unique de toute personne à qui le Gérant a délégué un tel pouvoir de signature, dans les limites d'un tel pouvoir.

Dans le cas où la Société est gérée par un conseil de gérance et sous réserve de ce qui suit, la Société sera engagée vis-à-vis des tiers par les signatures conjointes de deux gérants ainsi que par la signature unique de toute personne à qui le Conseil de Gérance a délégué un tel pouvoir de signature, dans les limites d'un tel pouvoir.

Nonobstant ce qui précède, dans le cas où l'associé unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des associés ont nommé un ou plusieurs Gérants de catégorie A et un ou plusieurs Gérants de catégorie B, la Société sera liée vis-à-vis des tiers uniquement par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B, ainsi que par les signatures conjointes ou la signature unique de toute(s) personne(s) à qui le Conseil de Gérance a délégué un tel pouvoir de signature, dans les limites d'un tel pouvoir.

Art. 14. Conflit d'intérêts.

Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs représentants valablement autorisés de la Société, comprenant mais non limité à tout Gérant, y auront un intérêt personnel, ou en seront des représentants valablement autorisés. Sauf dispositions contraires ci-dessous, tout représentant valablement autorisé de la Société, en ce compris tout Gérant qui remplira en même temps des fonctions de représentant valablement autorisé pour le compte d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour ce seul motif, automatiquement empêché de donner son avis et d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou opération.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un Gérant ou un fondé de pouvoirs de la Société aurait un intérêt personnel dans une opération à laquelle la Société est partie, autre que les transactions conclues dans la cadre de la gestion journalière de la Société, conclue dans des conditions d'affaires ordinaires de la Société et dans des conditions contractuelles normales, il/elle en avisera le Conseil de Gérance (s'il existe) et ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel du Gérant dans celle-ci seront portés à la connaissance de l'associé unique ou, le cas échéant, à la prochaine assemblée générale des associés. Lorsque la Société est composée d'un seul Gérant, toute transaction à laquelle la Société devient partie, autres que les transactions tombant dans le cadre de la gestion journalière de la Société, conclue dans des conditions d'affaires ordinaires de la Société et dans des conditions contractuelles normales, et dans laquelle le Gérant unique a un intérêt personnel qui est en conflit avec l'intérêt de la Société, la transaction concernée doit être approuvée par l'associé unique.

Art. 15. Indemnisation.

La Société doit indemniser tout Gérant et ses héritiers, exécuteurs et administrateurs testamentaires, des dépenses raisonnables faites par lui en relation avec toute action, procès ou procédure à laquelle il a pu être partie en raison de sa fonction passée ou actuelle de Gérant, ou, à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est associé ou créancière et par laquelle il n'est pas autorisé à être indemnisé, excepté en relation avec les affaires pour lesquelles il est finalement déclaré dans de telles actions, procès et procédures responsable de grosse négligence ou faute grave. En cas de règlement amiable d'un conflit, des indemnités doivent être accordées uniquement dans les matières en relation avec le règlement amiable du conflit pour lesquelles, selon le conseiller juridique de la Société, la personne indemnisée n'a pas commis une telle violation de ses obligations. Le droit à indemnité ci-avant n'exclut pas d'autres droits que la personne concernée peut revendiquer.

Art. 16. Révision des comptes.

Sauf si les comptes annuels de la Société sont révisés par un réviseur d'entreprises indépendant conformément aux obligations de la Loi, les opérations de la Société peuvent être surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, associés ou non, et devront obligatoirement l'être si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés.

Les commissaires aux comptes ou, le cas échéant, le réviseur d'entreprises indépendant, s'il y en a, seront nommés par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés, selon le cas, qui déterminera leur rémunération et la durée de leur mandat. Les auditeurs resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles à la fin de leur mandat et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés.

Chapitre IV.- Assemblée générale des associés

Art. 17. Assemblée Générale des Associés.

L'assemblée générale annuelle qui doit être tenue uniquement si la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, sera tenue au siège social de la société ou à un autre endroit tel qu'indiqué dans la convocation de l'assemblée le quatrième jeudi du mois d'avril de chaque année, à 15.00 heures.

Si ce jour est un jour férié au Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 18. Autres Assemblée Générale des Associés.

Les assemblées générales des associés se réunissent en conformité avec la Loi sur convocation des Gérants ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance, subsidiairement du/des commissaire(s) aux comptes, ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Si la Société est composée de moins de vingt-cinq (25) associés, les assemblées générales des associés ne sont pas obligatoires et les associés peuvent voter par écrit sur les résolutions proposées.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger seulement si, à l'avis discrétionnaire du Gérant ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance, des circonstances de force majeure l'exigent.

Art. 19. Pouvoirs de l'Assemblée Générale.

Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

L'assemblée générale des associés a les pouvoirs lui attribués par la Loi et les présents Statuts.

Art. 20. Procédure, Vote.

L'assemblée générale des associés se réunit en conformité avec la Loi et les présents Statuts sur convocation du Gérant ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance, subsidiairement, du commissaire aux comptes, ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

La convocation sera envoyée aux associés au moins huit (8) jours avant la tenue de la réunion et contiendra la date, l'heure, l'endroit et l'ordre du jour de la réunion.

Au cas où tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra être tenue sans convocation préalable.

Tout associé peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit ou par télécopieur un mandataire, lequel peut ne pas être associé.

Un ou plusieurs associés peuvent participer à une assemblée par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par tout moyen de télécommunication similaire permettant à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. De telles participations doivent être considérées comme équivalentes à une présence physique à l'assemblée.

Le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance peut déterminer toutes les autres conditions devant être remplies pour la participation à l'assemblée générale des associés.

Toute assemblée générale des associés doit être présidée par le Président du Conseil de Gérance ou, en son absence, par toute autre personne nommée par l'assemblée générale des associés.

Le président de l'assemblée générale des associés doit nommer un secrétaire.

L'assemblée générale des associés doit nommer un ou plusieurs scrutateurs.

Le président de l'assemblée générale des associés ensemble avec le secrétaire et le(s) scrutateur(s) nommés forment le bureau de l'assemblée générale.

Une liste de présence indiquant le nom des associés, le nombre de parts sociales détenues par eux et, si possible, le nom de leur représentant, est dressée et signée par le bureau de l'assemblée générale des associés ou, le cas échéant, leurs représentants.

Un vote est attaché à chaque part sociale, sauf prévu autrement par la Loi.

Sauf dispositions contraires de la Loi ou par des présents Statuts, toute modification des présents Statuts doit être approuvée par des associés (i) représentant une majorité des associés en nombre et (ii) représentant les trois-quarts du capital social.

Sauf dispositions contraires de la Loi ou des présents Statuts, toutes les autres décisions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société. Dans le cas où un tel quorum n'est pas atteint à la première assemblée, les membres doivent être convoqués ou consultés seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions doivent être adoptées par une majorité de votes, quel que soit le capital représenté.

Art. 21. Procès verbaux des résolutions des associés.

Les procès-verbaux des décisions écrites de l'associé unique ou, le cas échéant, des assemblées générales des associés doivent être établies par écrit et signée par le seul associé ou, le cas échéant, par le bureau de l'assemblée.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés doivent être certifiées par le Gérant unique ou, le cas échéant, par le Président du Conseil de Gérance ou par deux Gérants.

Chapitre V.- Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 22. Année Sociale.

L'année sociale de la Société commence le premier jour du mois de janvier et finit le dernier jour du mois de décembre de chaque année.

Art. 23. Approbation des Comptes Annuels.

A la fin de chaque année sociale, les comptes sont arrêtés et le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance dresse les comptes annuels de la Société conformément à la loi et les soumet, le cas échéant, au commissaire aux comptes ou, le cas échéant, au réviseur d'entreprises indépendant, pour révision et à l'associé unique ou, le cas échéant, à l'assemblée générale des associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des comptes annuels au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi.

Art. 24. Affectation des Bénéfices.

Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société.

L'associé unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider d'utiliser la totalité ou une part du solde pour absorber les pertes existantes, le cas échéant,

de le verser à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux associés comme dividendes.

Art. 25. Dividendes Intérimaires.

Le Gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, sous condition que des comptes intérimaires aient été établis et fassent apparaître assez de fonds disponibles pour une telle distribution, en respect des conditions prévues par la loi.

Chapitre VI.- Dissolution, Liquidation

Art. 26. Dissolution, Liquidation.

La Société peut être dissoute par une décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des Statuts, sauf dispositions contraires de la Loi.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (personnes physiques ou morales), nommées par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés qui termineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, toutes les taxes et frais de liquidation compris, l'actif net restant sera reparté équitablement entre tous les associés au prorata du nombre de parts sociales qu'ils détiennent.

Chapitre VII.- Loi applicable

Art. 27. Loi Applicable.

Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront réglées conformément à la Loi.

Souscription et Paiement

La partie comparante ayant ainsi arrêté les Statuts de la Société, elle a souscrit aux douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune et les a intégralement libérées en espèces.

La somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) se trouve à la libre disposition de la société.

La preuve de tous ces paiements a été rapportée au notaire instrumentant qui constate que les conditions prévues à l'article 183 de la Loi ont été respectées.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ mille euros (EUR 1.000).

Disposition transitoire

La première année sociale commencera ce jour et finira le 31 décembre 2012.

Assemblée générale extraordinaire

L'associé unique précité, représentant tout le capital souscrit, a tout de suite adopté les résolutions suivantes:

1) Fixation du nombre de Gérants à deux (2) et nomination des Gérants suivants:

- M. Jérôme Almeras, né à Sète, France, le 9 juillet 1970, ayant son adresse professionnelle au 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, pour une durée illimitée; et

- M. Renaud de Matharel, né à Paris, France, le 2 août 1962, ayant son adresse professionnelle au 115, rue de Réaumur, 75002 Paris, France, pour une durée illimitée.

2) Fixation du siège social de la Société au 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui parle et comprend la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du mandataire du comparant le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même mandataire du comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire du comparant connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: A. J. GRESHAM, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 1^{er} août 2012. Relation: LAC/2012/36753. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 août 2012.

Référence de publication: 2012103084/631.

(120141647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2012.

Global System Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 131.644.

Le bilan au 31 Décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Virginie Boussard

Director

Référence de publication: 2012104410/11.

(120142524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Global System Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 131.644.

Le bilan au 31 Décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Virginie Boussard

Director

Référence de publication: 2012104411/11.

(120142525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Goulds Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 125.257.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2012104412/10.

(120142496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

KD Manhattan Luxco S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 140.309.

Extrait des résolutions prises par les associés en date du 26 juin 2012

1. MM. Hugo FROMENT et Frank PLETSCHE ont démissionné de leur mandat de gérant de classe B.
2. M. Eriks MARTINOVSIS, administrateur de sociétés, né à Ventspils (Lettonie), le 12 septembre 1980, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant de classe B pour une durée indéterminée.
3. Mme Marie-Jeanne RASQUI, administrateur de sociétés, née à Ettelbruck (Grand-Duché de Luxembourg), le 23 août 1969, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommée comme gérante de classe B pour une durée indéterminée.
4. MM. Lawrence Erwin ABELMAN, Melvin Lee ORTNER et Jean-Charles VITALI ont démissionné de leur mandat de gérant de classe A.
5. Le nombre des gérants de classe A a été diminué de 5 (cinq) à 2 (deux).

Luxembourg, le 13 août 2012.

Pour extrait sincère et conforme
Pour *KD MANHATTAN LUXCO S.à.r.l.*
Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012104499/22.

(120142835) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Green Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4170 Esch-sur-Alzette, 100, boulevard J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 123.071.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MORBIN Nathalie.

Référence de publication: 2012104413/10.

(120142384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Grinder S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 118.640.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012104414/10.

(120142424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

GTD Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 131.587.

Le bilan au 31 Décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Manager

Référence de publication: 2012104416/11.

(120142514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

MRC Development Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle.
R.C.S. Luxembourg B 107.636.

Il résulte des résolutions adoptées le 13 août 2012 à 12h par les associés de la Société que les personnes suivantes ont démissionné de leur poste de gérants avec effet immédiat:

- M. Benoit Bauduin;
- M. Luc Gerondal.

Il résulte des mêmes résolutions adoptées le 13 août 2012 à 12h que les personnes suivantes ont été révoqués de leur poste de gérants avec effet immédiat:

- M. Stanislav Seroka;
- M. Maxim Temnikov.

Il résulte des mêmes résolutions adoptées le 13 août 2012 à 12h que la personne suivante a été nommée au poste de gérant unique avec effet immédiat:

- M. Edgar Tagiev, né le 12 juillet 1966 à Baku, Azerbaïdjan, ayant sa résidence à Krylatie Holmy street 15, 121609 Moscou, Russie.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 13 août 2012.

Référence de publication: 2012104551/22.

(120142911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Hansteen Bremen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 110.931.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Hansteen Bremen S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012104418/11.

(120142699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Gabster S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 113.984.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 6 août 2012.

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide d'élire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2014 comme suit:

Conseil d'administration:

M. Giovanni Spasiano, demeurant au 19-21 Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, président;

Mme Marina Padalino, demeurant au 19-21 Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, administrateur

Mme Rossana Di Pinto, demeurant au 19-21 Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, administrateur.

Commissaire aux comptes:

ComCo S.A., 68 Rue de Koerich, L-8437 Steinfort.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque Domiciliaire

Signatures

Référence de publication: 2012104400/22.

(120142888) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.

Palladium S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 130.048.

Cession de parts sociales

Il résulte d'une cession de part sociales effectuée en date du jeudi 25 août 2011 que:

- La société Lavender Sky Limited a cédé les 249 parts sociales qu'elle détenait dans la société PALLADIUM S.à r.l. à la société Fiduciaire Internationale S.A., demeurant 60, Market Square, BH-Belize-City, Belize, et enregistrée sous le numéro 51.975 au Registrar of International Business Companies.

Suite à ce transfert les parts sociales de la société PALLADIUM S.à r.l. sont désormais détenues comme suit:

Fiduciaire Internationale S.A.: 250 parts sociales

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2012104594/15.

(120142569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2012.
